TFU

Promouvoir la conservation et la mise en valeur durable des forêts tropicales

ISSN 1022–5439

ACTUALITÉS DES FORÊTS TROPICALES

Vol. 33 Numéro 3-4 2025

Forêts tropicales: y généraliser la durabilité

En parcourant ce numéro d'*Actualités des Forêts tropicales,* le lecteur se demandera peut-être quel en est le fil conducteur tant les sujets couverts – du plaidoyer de l'OIBT à l'international aux dispositifs de micro-crédit au Cambodge en passant par l'essor naissant de la filière forêt-bois au Viet Nam – sont nombreux. Or, c'est précisément cette diversité qui montre comment la gestion durable des forêts (GDF) imprègne l'intégralité du secteur forestier. Lentement mais sûrement, une approche bénéfique pour la société, l'économie et l'environnement se généralise, statut que la GDF doit atteindre pour être efficace.

Mais pour *véritablement* se généraliser, la GDF doit devenir la norme pour tous les acteurs de la gestion des forêts tropicales. Il s'agit aussi bien des communautés tributaires des services écosystémiques forestiers, des acteurs commerciaux exploitant les ressources forestières, des défenseurs de l'environnement focalisés sur le rôle que jouent les forêts dans la protection de la biodiversité et du climat ou encore des acteurs publics ou non soucieux d'avancer dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Il faut que la GDF soit intégrée dans la réflexion, les discussions, plans et actions se rapportant de près ou de loin aux forêts tropicales, et ce tous échelons confondus, du mondial au local. Et il faut l'envisager sur le long terme si l'on veut tirer parti de toutes les possibilités de solutions fondées sur la nature qu'offrent les forêts tropicales à certaines des plus urgentes problématiques de notre époque.

En montrant comment l'OIBT, ses partenaires et autres acteurs favorisent et mettent en œuvre la GDF en suivant des approches qui contribuent à l'intégrer dans l'ensemble du monde tropical et au-delà, ce numéro de TFU se veut être le manifeste de cette vision.

On trouvera ainsi en *page 3* un panorama des multiples manières dont, tout au long de 2024, l'OIBT a plaidé au niveau mondial la cause de la GDF et du commerce de bois et autres produits dérivés de source durable. Des COP annuelles aux enceintes régionales traitant de politique, diverses initiatives attestent de l'envergure et de l'intensité des efforts que mène notre Organisation

Dans ce numéro: Teck durable . Forêts de recrû au Costa Rica . Critères et indicateurs à Trinité-et-Tobago . Et plus

Sommaire

… Suite de l'éditorial

Défense durable: en 2024, l'OIBT a sonné le rappel pour les forêts 3
Du modelage de la politique mondiale à la réflexion sur des solutions régionales, l'OIBT a hissé les forêts tropicales en tête du programme international sur le climat et la biodiversité

Promouvoir le teck durable en région tropicale 7
Lors d'un atelier très suivi sur un projet de l'OIBT, on a exploré comment les petits producteurs d'Asie et d'Afrique peuvent produire un bois de teck de qualité

Costa Rica: valorisation des forêts de recrû 9
Un projet financé par l'OIBT a défini de nouveaux produits et stratégies pour aider des communautés à faire un usage plus efficace d'une forêt de recrû en gestion durable

Cambodge: le micro-crédit au profit des forêts communautaires 12
Dans le cadre d'un projet de l'OIBT explorant comment inciter à la gestion durable des forêts communautaires, un dispositif de micro-crédit dope les moyens d'existence et génère des revenus

Caraïbes: la durabilité à l'aune des indicateurs...14
Un atelier d'experts a reconnu l'utilité des critères et indicateurs de l'OIBT pour renforcer la gestion des vastes forêts tropicales de Trinité-et-Tobago

Viet Nam: le grand bond en avant de la foresterie durable 16
Le pays connaît une remarquable évolution: de la surexploitation de son domaine forestier naturel à une filière prospère fondée sur le bois issu de plantations

Quoi de neuf sous les tropiques? 22
Parutions récentes 23
Réunions 24

pour insuffler un élan politique et le maintenir, susciter les investissements si nécessaires et diffuser des connaissances pour la conservation et l'utilisation durable des forêts tropicales.

Si ces rencontres de décisionnaires et experts techniques sont d'importance cruciale, les déclarations, accords et autres cadres auxquels elles donnent lieu doivent être suivis d'effet sur le terrain. C'est pourquoi l'OIBT et ses partenaires apportent leur appui à des projets sur site qui illustrent comment la GDF peut concourir au développement économique et social de manière à pouvoir les amplifier à l'échelle nationale, voire internationale, permettant ainsi de sceller la place de la GDF dans la norme.

En *page 7*, Yongyut Trisurat, Tetra Yanuariadi et P. K. Thulasidas relatent ainsi les avancées d'un projet phare de l'OIBT qui a pour objectif de développer la production de teck, l'une des essences les plus précieuses au monde. Plutôt que d'extraire du teck en forêt naturelle, ce projet – aujourd'hui à sa seconde phase – favorise en Asie du Sud-Est et en Afrique sa culture dans des plantations de petits producteurs tout en, parallèlement, explorant des techniques visant à améliorer sa qualité.

La GDF ne se limite pas aux essences à bois à forte valeur marchande ou à la culture en plantations. Natalia Chacón décrit en effet comment, au Costa Rica, un projet financé par l'OIBT a permis de recenser des produits et stratégies d'un genre nouveau pour aider des communautés à exploiter efficacement une forêt de recrû gérée en mode durable *(page 9)*.

Axés sur les forêts communautaires, Hort Sothea, Pang Phanit, Chhin Navin et Soo Min Lee expliquent *(page 12)* comment un autre projet de l'OIBT a réussi à mettre en place au Cambodge des dispositifs de micro-crédit pour doper les moyens d'existence et renforcer la gestion et la protection des forêts en impliquant les communautés.

Par ailleurs, l'OIBT élabore des orientations techniques et organise des formations visant à promouvoir les meilleures pratiques et les nouvelles technologies afin d'optimiser les avantages découlant des initiatives liées à la GDF. Ses critères et indicateurs (C&I), outil majeur pour suivre les avancées vers la GDF, en sont un excellent exemple. En *page 15*, Denny Dipchansingh, Steve Johnson et Jurgen Blaser présentent les résultats d'un atelier de l'OIBT sur l'application des C&I à Trinité-et-Tobago, où les forêts tropicales sont vulnérables au changement climatique, à la pression grandissante sur le foncier, les sols et l'eau et à l'appauvrissement continu de leur biodiversité.

Généraliser la GDF peut aider un pays à assurer une offre régulière en produits forestiers destinés à son marché intérieur, mais aussi à l'international. Ngo Sy Hoai, dans notre rubrique régulière consacrée aux marchés *(page 18)*, évoque comment le Viet Nam a effectué son «grand bond en avant», passant de la surexploitation de son patrimoine forestier naturel à une filière forêt-bois florissante reposant sur le bois issu de plantations.

À un moment où de plus en plus de pays prennent acte de la valeur de la GDF, les perspectives des forêts tropicales du globe vont sans nul doute s'éclaircir. Il n'en reste pas moins que, tandis que la forêt tropicale ne cesse d'être décimée, les investissements dans la GDF demeurent nettement en deçà de ce qui est nécessaire pour développer tout son potentiel. Afin de veiller à ce que la généralisation de la GDF soit aussi complète que permanente, l'OIBT entend rester à l'avant-garde des efforts menés pour accélérer le passage à des industries forestières durables et résilientes.

Rédactrice en chef Paula Sarigumba
Rédacteur consultant Stephen Graham
Assistant de rédaction Kenneth Sato
Assistante administrative Kanako Ishii
Traduction Claudine Fleury
Maquette DesignOne (Australie) et Hannah Tagle (Philippines)
Impression et distribution Hakon Holm Grafisk ApS (Danemark)

Actualités des Forêts Tropicales (TFU) est une revue trimestrielle publiée en anglais, français et espagnol par l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). Son contenu ne reflète pas nécessairement les opinions ou les politiques de l'OIBT. Les articles peuvent être réimprimés librement à condition que TFU et l'/les auteur(s) soient mentionnés. Prière de communiquer un exemplaire de la publication concernée à la Rédaction.

Imprimé sur papier couché mat certifié par le PEFC et au moyen d'encres végétales à base de soja.

TFU est distribué gratuitement à plus de 14 000 particuliers et organisations dans plus de 160 pays. Pour le recevoir, il suffit de communiquer votre adresse complète à la Rédaction. Veuillez nous informer de tout changement d'adresse éventuel. TFU est également téléchargeable en ligne sur le site www.itto.int, ainsi que dans l'*App Store* d'Apple et sur Google Play.

Organisation internationale des bois tropicaux
International Organizations Center – 5e étage
Pacifico-Yokohama, 1-1-1, Minato-Mirai, Nishi-ku
Yokohama 220-0012, Japon
Téléphone: +(81)-(0)45-223 1110
Télécopie: +(81)-(0)45-223 1111
tfu@itto.int
www.itto.int

Photo de couverture: vue plongeante sur les forêts luxuriantes de la communauté forestière de Chong Luong située dans le village de Pou Treng, commune de Dak Dam, district d'O'Raing, province de Mondulkiri, illustrant la richesse de la canopée et la beauté naturelle de l'un des paysages les plus biodiversifiés au Cambodge. *Photo: Chhin Navin*

Défense durable: en 2024, l'OIBT a sonné le rappel pour les forêts

Du modelage de la politique mondiale à la réflexion sur des solutions régionales, l'OIBT a hissé les forêts tropicales en tête du programme international sur le climat et la biodiversité

par le Secrétariat de l'OIBT

(itto@itto.int)

Appel à la durabilité: la Directrice exécutive de l'OIBT délivre son allocution liminaire le jour de l'ouverture de la Conférence internationale sur la gestion durable des forêts tropicales en mars 2024. *Photo: R. Carrillo/OIBT*

De Lima à Macao en passant par Nairobi et Stockholm, en 2024, les responsables de l'OIBT ont œuvré pour que les forêts tropicales et leurs bénéfices pour les populations et la nature soient au cœur des manifestations internationales qui façonnent le développement durable.

Dans ces rencontres de haut niveau, l'Organisation s'est employée à communiquer comment la gestion durable des forêts (GDF) – qu'il s'agisse des forêts naturelles ou de plantations – est en mesure de concourir aux moyens d'existence, de stimuler la croissance économique au niveau national et d'offrir des solutions aussi efficaces qu'économiques aux problématiques mondiales.

Des membres de notre personnel ont également présenté les dernières itérations du vaste portefeuille de travaux que l'Organisation mène en matière de projets et de politique générale, notamment l'apparition de nouvelles technologies et approches prometteuses susceptibles de magnifier la contribution de la GDF au bien-être humain et à la stabilité environnementale.

Nous allons présenter ici quelques-unes de ces interventions de haut niveau durant l'année 2024. On trouvera en détail toute l'actualité du plaidoyer de l'OIBT au niveau mondial sur notre site web[1].

À l'Assemblée des NU sur l'environnement

En février 2024, l'OIBT a contribué à la sixième session de l'Assemblée des Nations Unies sur l'environnement (ANUE-6), l'organe décisionnaire de plus haut niveau au monde en matière d'environnement. Organisée à Nairobi (Kenya), elle a porté sur la manière dont l'action multilatérale peut aider à s'attaquer à la triple crise planétaire associant changement climatique, appauvrissement de la nature et pollution et déchets.

Au cours d'une manifestation en marge de l'ANUE-6 organisée par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), l'OIBT a souligné comment la coopération entre les deux organisations avait considérablement aidé des pays à appliquer les dispositions relatives à l'inscription à la CITES d'espèces d'arbres tropicaux telles que l'acajou.

Au nombre des réalisations majeures à l'actif de cette coopération, on citera le développement d'inventaires des ressources, de systèmes de réglementation efficaces en termes de coûts, de lignes directrices et d'études de cas sur les avis de commerce non préjudiciable et la mise en place de quotas d'exportation ou encore le renforcement des capacités dans divers pays des régions tropicales.

«La nécessité de tels travaux ne fera que croître au fil du nombre grandissant d'inscriptions d'essences à la CITES. L'OIBT se réjouit donc de poursuivre à l'avenir, avec l'aimable concours des donateurs, sa collaboration fructueuse avec la CITES,», a déclaré la Directrice exécutive de l'OIBT, Sheam Satkuru, dans son allocution lors de la manifestation.

En mars, Mme Satkuru a assisté à la Conférence internationale sur le développement durable des forêts tropicales, une manifestation de deux jours organisée en Malaisie qui a exploré l'articulation névralgique entre foresterie et développement durable.

Dans son discours liminaire, Mme Satkuru a indiqué que la récolte, la transformation et le commerce de bois et autres produits forestiers tropicaux suivant des pratiques durables servaient de nombreuses finalités, à savoir approvisionner les consommateurs aux quatre coins du monde, contribuer aux économies locales et nationales ou encore renforcer la valeur des forêts tropicales, autant de facteurs essentiels pour réduire la conversion des forêts à d'autres utilisations des terres à des finalités économiques.

[1] www.itto.int/fr/news

Carbone chic: le bois produit en mode durable utilisé à des finalités de longue durée d'usage constitue un puits de carbone. *Photo: E. Macarios*

«Gérées durablement, les forêts tropicales sont des écosystèmes sains, productifs et renouvelables qui contribuent en outre à apporter des solutions fondées sur la nature aux défis mondiaux», a-t-elle précisé. De surcroît, la GDF est indispensable pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ainsi que la plupart des Objectifs de développement durable (ODD).

Dialogue international sur les politiques forestières

Plus tard, en mars, l'OIBT a participé à un dialogue international sur les politiques forestières organisé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Union internationale des instituts de recherche forestière (IUFRO).

Durant cette manifestation, tenue concomitamment à la Journée internationale des forêts, Mme Satkuru a observé qu'il existait des opportunités de travailler avec les pays pour davantage développer les chaînes d'approvisionnement durables du bois dans le monde tropical en vue d'atteindre la neutralité carbone à l'échelle de toute la société.

«Le bois tropical est un matériau respectueux de l'environnement et carbone neutre à condition que des garanties de mise en œuvre de la gestion durable des forêts soient solidement en place, pour assurer des sources durables, le respect de la légalité et une production responsable», a relevé Mme Satkuru, qui y participait en distanciel.

«Du bois produit en mode durable utilisé dans l'optique d'un long cycle de vie constitue un puits de carbone tandis que recourir au bois dans la construction réduit l'empreinte carbone des bâtiments», a-t-elle déclaré[2].

Lors de la 19e session du Forum des Nations Unies sur les forêts, qui s'est tenue à New York en mai 2024, l'OIBT a appelé à agir et à investir d'urgence en vue de renforcer les chaînes d'approvisionnement légales et durables et la gestion intégrée des incendies, mais aussi à intensifier la coopération internationale pour réaliser le gigantesque potentiel que recèlent les forêts tropicales s'agissant de répondre aux défis mondiaux. Un article décrivant les activités de l'OIBT à cette manifestation a été publié dans Actualités des Forêts Tropicales (n°33/1)[2].

La mise en place de chaînes d'approvisionnement en bois durable a ici aussi figuré en bonne place lors de la vingtième réunion des Parties au Partenariat sur les forêts du bassin du Congo en juin. Lors d'un atelier organisé par l'OIBT durant la rencontre à Kinshasa (République démocratique du Congo), l'OIBT a en effet appelé à renforcer d'autant les capacités et la formation pour assurer que le secteur forestier et la filière bois, vitaux pour la région, répondent aux normes du commerce international.

C'est un véritable défi, en particulier pour les petits opérateurs, que de remplir les exigences en matière de durabilité, telles que celles stipulées dans le Règlement sur la déforestation de l'Union européenne (RDUE) ou pour les espèces d'arbres inscrites à la CITES, a expliqué Mme Satkuru aux participants à cet atelier.

Les parties ont ensuite adopté les préconisations issues de l'atelier, notamment un appel à renforcer d'urgence les capacités et la formation des responsables forestiers et du secteur privé sur le plan des chaînes d'approvisionnement légales et durables et des récentes inscriptions d'essences à la CITES.

Congrès mondial de l'IUFRO

En juin, l'OIBT, dans le cadre du Congrès mondial de l'Union internationale des instituts de recherche forestière (IUFRO) à Stockholm (Suède), a pris part à une série de manifestations. Durant une séance visant à améliorer les échanges entre entreprises et sciences, l'OIBT et d'autres experts ont déclaré qu'il était essentiel d'intensifier leurs interactions et de veiller à accroître l'investissement pour apporter des solutions innovantes aux défis mondiaux, en particulier celui de réaliser les ODD.

Dans sa présentation sur la plateforme *Innovation Stage*, l'OIBT a ainsi expliqué que les avancées dans des domaines qui vont de la traçabilité du bois à l'élaboration des politiques forestières étaient centrales pour promouvoir la foresterie durable en région tropicale et magnifier la contribution du secteur aux ODD.

Entre autres innovations exploitant les dernières avancées scientifiques, on citera la gestion forestière améliorée (voir également en *page 7*), la restauration des paysages forestiers ou encore l'emploi durable d'un vaste éventail grandissant de produits forestiers.

[2] www.itto.int/fr/tfu

Source de moyens d'existence: triage du bois dans un parc en République démocratique du Congo. *Photo: Li Yinfeng*

Durant le volet *Green Jobs Arena* (scène de l'emploi vert) du Congrès, l'OIBT a mis en avant la nécessité de repenser l'entreprise et l'éducation pour réaliser le potentiel de la foresterie tropicale à créer des emplois verts, en particulier pour les jeunes, et promouvoir le développement.

Au cours du Congrès, l'OIBT et ses partenaires ont par ailleurs fait le point sur les avancées en matière de culture du teck, l'une des essences les plus précieuses au monde, concernant notamment l'échange de savoirs, de techniques et de nouvelles technologies à travers le Réseau international d'information sur le teck (TEAKNET). L'OIBT a financé une série de projets en cours dont l'objet est d'accélérer la production de teck en Asie du Sud-Est et autres régions tropicales.

En juillet, au siège de la FAO à Rome (Italie), s'est réunie la 27e session du Comité des forêts (COFO 27) sur le thème «Accélérer les solutions forestières par l'innovation». L'une des 18 études de cas figurant dans *La situation des forêts du monde 2024: innovations dans le secteur forestier pour un futur plus durable,* la publication phare de la FAO, présente une application pour smartphone permettant d'estimer des volumes de grumes qui a été mise au point dans le cadre d'un projet de l'OIBT au Guatemala.

En marge du COFO 27, la 9e Semaine mondiale de la foresterie a organisé des manifestations et expositions sur toute une série de sujets. L'OIBT a ainsi réuni le Groupe d'experts sur les incendies de forêt tropicale chargé d'examiner les politiques, stratégies et meilleures pratiques en matière de gestion intégrée des incendies de paysage tout en recensant les principaux défis et les facteurs évolutifs des feux de forêt. Cette réunion a également favorisé le partage de connaissances et renforcé les partenariats entre diverses initiatives sur la gestion des incendies, notamment avec le Centre mondial de gestion des incendies.

Dans son allocution délivrée durant la manifestation «Le Centre des incendies: relier la communauté mondiale des feux», la Directrice de la gestion forestière à l'OIBT, Jennifer Conje, a déclaré que «l'OIBT a reconnu de longue date que les incendies constituaient une grave menace et une source de préoccupations en région tropicale, notant que l'OIBT avait été la première organisation, dès 1997, à élaborer une série de lignes directrices de niveau international sur la gestion des incendies tropicaux. Elle a mis en avant le fait que les décennies d'expérience de l'OIBT sur les travaux en matière de gestion des incendies axés sur des projets contribuaient à souligner l'importance de considérer cette problématique de manière intégrale, y compris en comprenant les facteurs locaux à l'origine des feux, les différences de comportement des incendies en fonction de tel ou tel écosystème, les capacités locales en extinction et la nécessité d'avoir des stratégies de prévention. «Il est impératif d'avoir la participation active de la collectivité» et «d'incorporer les connaissances traditionnelles/locales en matière de stratégies de prévision et de gestion des incendies», a-t-elle plaidé, illustrant son propos par un projet de l'OIBT au Pérou qui a permis de renforcer les capacités et la coordination des chefs de communautés locales, des chefs de peuples autochtones et des autorités locales de quatre provinces.

En juillet, l'OIBT a appelé les pays à tirer parti des synergies entre la GDF et les efforts de reboisement et de boisement en vue d'optimiser les avantages sociaux et environnementaux des forêts tropicales.

Tel est le message qu'a délivré M. Li Qiang, analyste des marchés à l'OIBT, lors de la première Conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement tenue à Brazzaville (République du Congo). Elle a été organisée pour aider à élaborer une stratégie d'extension de la surface forestière mondiale en vue d'augmenter le captage du carbone et de conserver la biodiversité tout en concourant à la production de biens et services forestiers.

Manifestations en Asie-Pacifique

En août, lors de la Conférence régionale Asie-Pacifique sur la restauration des paysages forestiers organisée au Sarawak (Malaisie), la Directrice exécutive de l'OIBT a vanté les vertus de la foresterie tropicale, laquelle contribue à améliorer les moyens d'existence et le développement durable.

Au nombre de celles-ci figure la création d'emplois pour les populations locales, qui recouvre également des thématiques telles que gouvernance, autonomisation des communautés et innovation technologique en lien avec la restauration des paysages forestiers.

«La Malaisie, pour sa part, sait de par son expérience exceptionnelle à quel point il est possible de bénéficier de la création de valeur et de la transformation des ressources en bois», a dit Mme Satkuru dans son allocution diffusée en vidéo.

En août, l'OIBT a fait savoir lors d'une réunion de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) qu'il fallait plus d'investissements et d'incitations pour exploiter tout le potentiel des innovations en matière de traçabilité du bois, faciliter leur adoption par la filière du bois et assurer que ces systèmes s'autofinancent.

Les technologies de traçabilité et d'identification du bois permettent de développer de solides systèmes de traçabilité susceptibles de bâtir la confiance au fil des chaînes d'approvisionnement en bois tropicaux. Ils fournissent en effet des informations fiables sur le flux de produits forestiers, ce qui en retour concourt à la GDF, à la bonne gouvernance des forêts et à l'efficience des chaînes d'approvisionnement pour, en définitive, aider à la vérification du caractère légal et durable des produits bois tropicaux.

Lors d'un atelier organisé durant une réunion du Groupe d'experts sur l'exploitation forestière illégale (l'EGILAT) de l'APEC à Lima (Pérou), l'OIBT a présenté en détail des projets inédits portant sur le pilotage et le déploiement de systèmes avancés de traçabilité au Brésil, au Guatemala et au Panama.

«C'est un domaine passionnant où les innovations technologiques débouchent sur un renforcement considérable de la transparence, de la vérification de la légalité et de l'efficacité opérationnelle», a observé le chef de projets à l'OIBT, Tetra Yanuariadi.

Cette vérification de la légalité a aussi été au cœur des débats du Forum mondial sur le bois légal et durable (GLSTF) qui s'est tenu dans la Région administrative de Macao (Chine). Créé en 2023 par l'OIBT et l'Institut de promotion du commerce et de

Relier les continents: la plénière du Forum Mondial sur le bois légal et durable, organisé par l'OIBT et l'Institut de promotion du commerce et de l'investissement de Macao en septembre 2024. *Photo: GGSC, OIBT*

l'investissement de Macao (IPIM), sa première édition a eu lieu la même année.

Les participants y ont avalisé un cadre d'action lancé durant le Forum qui couvre huit domaines: partenariats, partage d'informations, accès au marché, certification et traçabilité, technologies, finance durable, développement industriel et renforcement des capacités.

«Le GLSTF représente une tribune aussi importante que novatrice qui, pour la première fois, réunit des acteurs du secteur du bois issus de toutes les chaînes d'approvisionnement pour soutenir la mise en œuvre de la foresterie durable et l'emploi de bois légal et durable», a remarqué le Directeur du commerce et de l'industrie à l'OIBT, Nurudeen Iddrisu. «Il nous faut maintenant renforcer ses travaux par des actions concrètes, telles que définies dans le cadre d'action.»

Conférences-clés des Nations Unies

Au dernier trimestre de l'année, l'OIBT a poursuivi sans faillir son plaidoyer au plus haut niveau avec la Conférence 2024 de la Convention sur la diversité biologique des Nations Unies qui s'est tenue à Cali (Colombie) en octobre.

En prélude à cette Conférence, l'OIBT avait participé au Forum sur le renforcement des capacités et le développement en matière de biodiversité pour renforcer la mise en œuvre au niveau des pays des Stratégies et Plans d'action nationaux sur la biodiversité en vue d'atteindre les objectifs du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (KMGBF).

Des responsables de l'OIBT ont par ailleurs coorganisé une séance sur les économies durables fondées sur des forêts qui a illustré comment des politiques innovantes et des chaînes d'approvisionnement en produits durables pouvaient concilier demande croissante en produits alimentaires, fibres et combustible avec le besoin de conserver les forêts et de protéger la biodiversité.

Au cours de cette réunion, le Partenariat de collaboration sur les forêts, dont l'OIBT est membre, a dévoilé une nouvelle publication intitulée *The Forest Factor* (le facteur forêt), qui décrit comment la gestion durable de la biodiversité forestière est essentielle pour atteindre les objectifs du KMGBF.

En novembre, des responsables de l'OIBT ont activement pris part à plusieurs discussions qui ont eu lieu durant la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29) à Bakou (Azerbaïdjan), pour mettre en exergue et explorer le rôle critique que jouent les forêts face au changement climatique.

C'est ainsi que l'OIBT et ses partenaires ont accueilli au Pavillon des forêts une journée de débats sur des sujets tels que la contribution d'une bioéconomie durable fondée sur les forêts dans le double but de s'adapter au changement climatique et d'en atténuer les effets.

«La gestion durable des forêts est bien plus que la récolte durable de bois. Elle crée une bioéconomie circulaire dans laquelle les marchés – grâce à l'utilisation durable – deviennent un moteur de la conservation des forêts», a dit Mme Satkuru dans un message vidéo.

Enfin, l'OIBT a coorganisé au Pavillon du Japon un colloque sur la GDF, cœur battant des solutions au changement climatique fondées sur la nature et de la transition vers des économies neutres en carbone, ainsi qu'une manifestation parallèle sur les innovations destinées à maximiser la contribution des forêts tropicales à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets.

Le prochain numéro de TFU relatera en détail les activités de l'OIBT à la COP29 et donnera un compte rendu détaillé de la 60e session du Conseil international des bois tropicaux tenu en décembre 2024 à Yokohama, au Japon.

Promouvoir le teck durable en région tropicale

Lors d'un atelier très suivi sur un projet de l'OIBT, on a exploré comment les petits producteurs d'Asie et d'Afrique peuvent produire un bois de teck de qualité

par Yongyut Trisurat[1], Tetra Yanuariadi[2] et P.K. Thulasidas[3]

[1] Faculté de foresterie, Université Kasetsart (fforyyt@ku.ac.th)
[2] Chef de projet à l'OIBT
[3] Consultant de l'OIBT

Comment créer de la valeur: le Directeur du commerce et de l'industrie, Nurudeen Iddrisu (au micro), s'entretient avec des fabricants utilisant du teck dans la province de Phrae (Thaïlande) lors d'un récent atelier sur le teck. *Photo: P. K. Thulasidas*

Le bois de teck connaît une forte demande chez les fabricants de meubles et de nombreux autres produits dérivés du bois. Or, cultiver du teck dans des plantations de petits producteurs ou des parcelles communautaires offre une opportunité d'accroître l'offre en bois durable, d'améliorer les moyens d'existence en milieu rural dans les pays tropicaux et d'alléger la pression sur leurs forêts naturelles. Cela dit, cultiver du teck et autres essences précieuses de qualité supérieure nécessite des ressources, des compétences et des années de patience que nombre de petits producteurs ni ne possèdent ni ne peuvent se permettre financièrement.

Un projet de l'OIBT en cours a précisément pour objectif de surmonter ces obstacles. Lors de sa première phase, entre 2019 et 2022, il a été axé sur la conservation et la gestion de teckeraies situées dans la sous-région du grand Mékong[4]. Il a ainsi permis de montrer comment il était possible de mettre en place et de maintenir des chaînes d'approvisionnement légales et durables du teck en mobilisant communautés locales, petits producteurs et acteurs publics.

La seconde phase a démarré en 2023 dans six pays situés dans la région du Mékong et au-delà, à savoir Cambodge, Inde, Indonésie, Thaïlande et Viet Nam dans la région Asie-Pacifique et Togo en Afrique de l'Ouest[5]. Les deux phases ont été financées par le Gouvernement de l'Allemagne via son Ministère fédéral de l'alimentation et l'agriculture (BMEL). Quatre pays ont commencé à mettre en œuvre la phase II, l'Inde et l'Indonésie se préparant à leur emboîter le pas.

En septembre, le projet a organisé son premier Atelier régional intitulé «Améliorer les plantations de petits producteurs dans l'optique de produire du bois de teck, et d'autres essences d'intérêt économique, et de parvenir ainsi à la neutralité carbone en région tropicale». Réuni à Bangkok (Thaïlande), l'Atelier a réuni plus de 60 experts issus du public, du monde de l'entreprise et du secteur universitaire pour définir les politiques et pratiques innovantes susceptibles d'être mises en œuvre pour relever ce défi et examiner les premières avancées du projet.

[4] Projet de l'OIBT PP-A/54-331
[5] Projet de l'OIBT PP-A/54-331A

L'heure du teck

Dans ses remarques d'ouverture, le Directeur du commerce et de l'industrie à l'OIBT, Nurudeen Iddrisu, a déclaré que l'heure était venue d'aider les petits producteurs marginalisés à améliorer le bois récolté dans leurs plantations.

«Développer des modèles de gestion pour les chaînes de valeur des petits planteurs de teck et d'autres essences à finalité économique et leur offrir des mécanismes financiers d'accompagnement les encouragera à planifier la gestion durable de leurs plantations», a-t-il poursuivi.

Stephen Wagner, représentant le BMEL, a expliqué pour sa part que la deuxième phase du projet répondrait aux problématiques auxquelles sont actuellement confrontés les petits producteurs, telles que l'accès à des mécanismes financiers optimisés pour encourager les longs cycles de rotation, la création de valeur ajoutée et le recours à de meilleures pratiques sylvicoles, la transformation du bois et la légalité tout au long des chaînes d'approvisionnement.

Bannarak Sermthong, Directeur général adjoint du Département royal thaïlandais des forêts, et Kobsak Wanthongchai, Doyen de la faculté de foresterie à l'Université Kasetsart, le principal exécutant de ce projet, sont également intervenus lors de l'ouverture de l'Atelier.

Politiques et pratiques

Outre l'évaluation des mécanismes de financement, tels que les dispositifs de micro-crédit ou de crédit collectif visant à encourager la culture du teck et d'autres essences précieuses suivant des cycles de rotation plus longs, l'Atelier a examiné la situation et la gestion des plantations de petits producteurs et de communautés, ainsi que les dispositions régissant les chaînes d'approvisionnement légales et durables sur le plan des politiques et institutions.

Durant les séances techniques, les représentants du Cambodge, de la République démocratique populaire lao, du Myanmar, de la Thaïlande, du Togo et du Viet Nam ont présenté aux participants la situation du développement du teck dans leur pays ainsi que les progrès réalisés en la matière, notamment les efforts déployés pour améliorer la qualité du bois issus des petites productions.

Effort collectif: plus d'une soixantaine de participants des régions tropicales se sont réunis dans le cadre de l'Atelier pour explorer les moyens d'aider les petits producteurs à produire du bois de qualité supérieure. *Photo: projet OIBT-BMEL*

Say Sinly, de l'Administration forestière cambodgienne, a ainsi rapporté que 12 parcelles de teck pilotes, ainsi que des parcelles d'autres essences précieuses, cultivées suivant de meilleures pratiques sylvicoles avaient été créées dans la province de Kampong Chan. Du matériel de formation avait aussi été préparé.

Des études ont été présentées sur les opportunités de renforcer les chaînes d'approvisionnement; les innovations sylvicoles et la gouvernance; le recours à des véhicules aériens autonomes pour évaluer la biomasse épigée dans les plantations; le suivi et la prévention des insectes nuisibles, tels que la pyrale du teck; et des tests sur du teck de nouvelles provenances au Togo, pays où la diversité génétique limitée a entravé la productivité.

Dans sa présentation sur la gouvernance du secteur du teck en Thaïlande, Michael Jenke, de la Faculté de foresterie de l'Université Kasetsart, a expliqué que créer des associations pouvait permettre aux petits producteurs de faciliter leur accès au marché, d'engager une négociation collective, de partager leurs connaissances, de mettre en commun leurs ressources et de défendre leurs intérêts au plan politique.

La réussite dépend aussi toutefois de réformes destinées à réduire la bureaucratie et de la création de mécanismes de tarification reposant sur des normes de classement des grumes qui soient transparentes afin d'assurer une rémunération équitable pour le bois de qualité supérieure, a poursuivi M. Jenke.

Un contexte difficile

Les séances techniques ont été précédées et suivies d'exposés liminaires qui ont resitué le projet dans un contexte plus large tandis que des excursions ont permis aux participants d'observer de près les défis auxquels sont confrontés les producteurs.

P. K. Thulasidas, l'un des membres du Comité de pilotage du TEAKNET, a communiqué les principales conclusions tirées d'une récente évaluation mondiale des ressources en teck et de ses marchés.

Par exemple, sachant que quelque 94 pour cent du teck cultivé a moins de 40 ans d'âge, on a constaté une hausse sensible de l'offre en grumes de petit diamètre sur les marchés internationaux pour le bois à finalités multiples. Avec environ 2 millions de m^3 par an, l'offre en teck cultivé excède désormais de loin les moins de 0,5 million de m^3 prélevés en forêt naturelle.

Tetra Yanuariadi, Chef de projets à l'OIBT, a indiqué que le contexte économique et politique international difficile – pandémie de Covid-19 et conflits armés en passant par l'inflation et les épisodes météorologiques extrêmes – ne faisait que rendre d'autant plus urgent d'adopter des solutions fondées sur la nature telles que la gestion durable des forêts. M. Yanuariadi a par ailleurs évoqué les problématiques critiques liées à l'accès au marché du bois et à ses exigences, et notamment le Règlement sur la déforestation de l'Union européenne.

Osamu Saito, de l'Institut des stratégies environnementales mondiales (Japon) a présenté leur «*Nature Futures Framework*», le modèle qu'ils utilisent pour comprendre les interactions complexes entre le monde naturel et les sociétés humaines. Développé par la Plateforme intergouvernementale sciences-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, ce cadre sert d'outil pour évaluer les valeurs intrinsèques, culturelles et instrumentales de la nature et aide à concevoir des scénarios futurs pour l'humanité.

Sur le terrain

L'atelier s'est conclu par un programme très divers d'excursions dans les provinces de Nan, Phrae et Lampang dans le nord de la Thaïlande. Les participants ont pu y observer les défis que rencontrent les petits producteurs de teck; inspecter des plantations commerciales nouvellement créées; visiter une entreprise de fabrication de meubles en teck destinés au marché intérieur; et s'informer sur le classement du bois dans un parc à bois de l'Organisation de la filière forestière, une entreprise de bois de l'État thaïlandais.

Les résultats de l'Atelier seront présentés au 5e Congrès mondial du teck qui va se tenir à Kerala (Inde) en 2025.

On consultera le résumé complet de l'Atelier dans le n° 6(5) du *ITTO-BMEL Teak Newsletter* sur: https://teaknet.org/itto.php#newsletter (*en anglais)*

.

Costa Rica: valorisation des forêts de recrû

Un projet financé par l'OIBT a défini de nouveaux produits et stratégies pour aider des communautés à faire un usage plus efficace d'une forêt de recrû en gestion durable

par Natalia Chacón

Directrice exécutive, Chambre de la foresterie, du bois et de l'industrie du Costa Rica

(info@camaraforestal.org)

Design gagnant: le projet de l'OIBT a développé des prototypes de design utilisant des essences mineures, dont ce luminaire mural modulaire. *Photo: CFMI*

Le Costa Rica a à son actif de remarquables réussites en matière de conservation des forêts et de la biodiversité. Il jouit également d'une notoriété internationale pour ses actions destinées à inverser le cours de la déforestation et lutter contre le changement climatique. Il n'en reste pas moins que son secteur forestier rencontre des défis s'agissant d'améliorer sa performance, notamment sur le plan de la gestion et de l'exploitation de ses extensives forêts de recrû. Relever ces défis afin de préserver l'offre en services écosystémiques, doper la production durable de produits forestiers et améliorer les moyens d'existence de ses communautés vulnérables, tel était l'objectif d'un récent projet financé par l'OIBT[1].

À son achèvement en mars 2024, ce projet de huit mois avait défini des produits à valeur ajoutée novateurs offrant la possibilité de faire un usage plus efficace des ressources des forêts de recrû, et préconisé les étapes que les parties prenantes pouvaient suivre pour en engranger les retombées. Pour être plus précis, le projet a conclu que développer et commercialiser des produits de type artisanat répondant à la demande grandissante en biens correspondant à un modèle d'économie circulaire était une option prometteuse pour valoriser l'exploitation des forêts de recrû en gestion durable.

Le Costa Rica recèle environ un million d'hectares de forêts de recrû. Utiles non seulement pour produire du bois et créer de l'emploi en milieu rural, elles le sont aussi pour procurer des services écosystémiques, notamment le captage des gaz à effet de serre, la protection de l'eau et des sols ou encore la conservation de la biodiversité. Or, en raison de leur gestion non durable, nombre de ces forêts souffrent de dégradation et peuvent être converties à d'autres usages considérés comme économiquement plus productifs. Dans la mesure où la majeure partie de ces terres appartient à de petits exploitants, toute action efficace destinée à améliorer la gestion d'une forêt de recrû et de ses ressources peut être un levier pour dynamiser l'économie locale et accroître la résilience des communautés rurales.

Ce projet de l'OIBT a été mis en œuvre dans les régions costariciennes du Nord-Huetar et de Chorotega, où l'on trouve nombre des forêts de recrû et industries forestières du pays. Elles présentent également des niveaux élevés de vulnérabilité sociale, ce qui souligne l'urgence de créer davantage de valeur à partir des ressources forestières locales.

Établir un référentiel

Pour mesurer le potentiel des écosystèmes des forêts de recrû, le projet a conduit des études structurelles et floristiques sur un total de 104 parcelles réparties à travers l'ensemble du pays et consulté d'autres sources d'information. Ces travaux de recherche ont permis de comprendre en détail les caractéristiques et la situation des forêts de recrû costariciennes et aidé à recenser les essences les plus abondantes et présentant le plus important potentiel pour fournir des matières premières servant à fabriquer des produits innovants (tableau 1).

Indispensable pour comprendre la structure de la forêt et sa dynamique, ce type d'analyse l'est aussi pour recenser les essences-clés qui doivent faire l'objet d'une conservation ou d'une gestion prioritaire.

Pour déterminer les éléments d'une possible stratégie destinée à tirer la pleine valeur d'une forêt de recrû durablement gérée, le projet a également procédé à une analyse du cadre juridique et réglementaire en place ainsi que des pratiques de gestion en vigueur. À partir d'une approche participative, il a réuni les apports d'une multitude de parties prenantes, dont les communautés locales.

Côté positif, le Costa Rica a mis en place dans le cadre de sa stratégie REDD+ un système de traçabilité spatiale pour suivre l'évolution du couvert forestier au fil du temps. Il est complété par un système de suivi du couvert forestier qui génère des informations servant à prendre les décisions sur l'usage et la conservation de ces forêts.

En se basant sur l'analyse géospatiale et de la réglementation, le projet a proposé des procédures spécifiques pour la gestion

[1] Projet de l'OIBT PP-A/59-353 «Renforcer la valeur des forêts naturelles de recrû par leur utilisation durable, pour créer de l'emploi en milieu rural dans le contexte post-Covid».

Tableau 1: Essences sélectionnées par unité paysagère productive (*unidades de paisaje productivo*, UPP) présentant l'indice d'abondance-dominance le plus élevé

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Indice d'abondance-dominance
UPP1 Pacifique-Nord		
Spondias mombin	Jobo	20,9%
Guazuma ulmifolia	Guácimo	20,5%
Cordia alliodora	Laurel	10,8%
UPP2 Pacifique-Nord		
Guazuma ulmifolia	Guácimo	28,8%
Bursera simaruba	Jiñocuabe	28,6%
Cordia alliodora	Laurel	26,0%
UPP3 Upala		
Tetragastris panamensis	Canfín	14,0%
Enterolobium scomburgkii	Guanacaste macho	9,7%
Dendropanax arboreus	Fosforillo	9,6%
UPP4 Zone nord, sous-secteur de Cutris		
Pentaclethra macroloba	Gavilán	34,1%
Dialium guianense	Tamarindo	14,7%

efficace de petites surfaces de forêt de recrû en vue d'optimiser leur valeur productive et écologique. Elles seraient accompagnées d'un programme de formation sur la gestion durable des forêts ciblant différents niveaux, du petit propriétaire foncier au technicien en passant par le décisionnaire. Prenant en compte l'importance d'impliquer divers acteurs dans le processus de conserver et de récolter les forêts de recrû, ces propositions prennent aussi en compte la participation intergénérationnelle, interculturelle et des femmes. Une telle démarche contribue à assurer que les retombées et responsabilités soient équitablement réparties au sein de la population.

Si la réglementation en vigueur semble adéquate, certains décrets nécessitent d'être amendés pour en éliminer les vides juridiques. Il faut également une plus grande intégration entre les institutions en charge du développement rural et de la gestion des paysages. Il est recommandé de renforcer la recherche appliquée et la formation à la gestion des forêts de recrû.

Une autre constatation a trait au caractère morcelé des forêts de recrû au Costa Rica, certaines surfaces mesurant en moyenne une trentaine d'hectares. Pour améliorer l'efficacité et la rentabilité du suivi des forêts et des paysages, le projet a recommandé de regrouper ces surfaces et de les gérer collectivement, par exemple dans le cadre d'associations de propriétaires. Pour ce faire, le projet a identifié au sein du site d'étude quatre potentielles unités de paysage productif *(unidades de paisaje productivo, UPP)*. Adopter ces unités aiderait à concevoir des interventions ultérieures qui soient efficaces et ciblées, à optimiser les ressources disponibles et à améliorer les résultats sur le long terme.

Les résultats et recommandations spécifiques ont été soumis aux décisionnaires publics, qui les ont accueillis favorablement.

Choisir des gagnantes

Dans le cadre de l'étude floristique, le projet a recensé des essences forestières indigènes présentant un fort potentiel pour développer des produits à valeur ajoutée et susceptibles d'être récoltées en mode durable dans une forêt de recrû (tableau 1). Dans un second temps, le projet a mis au point des prototypes de produits fabriqués au moyen des essences de bois

Design durable: un prototype de hamac conçu à l'École de sculpture du bois et de charpenterie à Berchtesgaden (Allemagne). *Photo: CFMI*

sélectionnées, en prenant également en compte des facteurs tels que propriétés physico-mécaniques, densité (ouvrabilité du bois) et expérience d'un usage de l'essence à but commercial.

Plusieurs prototypes – un éclairage mural modulaire, une lampe, un banneton et un espace de travail – ont été mis au point avec des partenaires, dont l'Université des architectes du Costa Rica *(Colegio des Arquitectos de Costa Rica)*, l'Université fédérée des ingénieurs et architectes (*Colegio Federado de Ingenieros y Arquitectos)* et l'Institut du bois du Costa Rica *(Instituto Costarricense de la Madera)*, pour être présentés à un concours international de design. Deux autres prototypes – un hamac et un ensemble de sous-verre – ont résulté de la collaboration avec l'École de sculpture du bois et de charpenterie *(Berufsfachschule für Holzschnitzerei und Schreinerei)* à Berchtesgaden (Allemagne). Enfin, un appui-dos de plage et une chaise en bois et métal ont également été conçus.

Sur la base de ces prototypes, des études de prospection du marché ont été menées dans le cadre d'une analyse des informations pertinentes en libre accès tant au niveau national qu'international. Elles ont permis de déterminer que les articles d'artisanat étaient un segment de marché significatif, compte tenu en particulier de leur lien avec le tourisme, un secteur économique majeur au Costa Rica.

Une ressource négligée: les participants à un atelier sur les meilleures pratiques de la gestion durable des forêts. *Source: CFMI*

Enfin, le projet a préconisé que, dans la future stratégie, soient incorporés des éléments de design, des stratégies et des circuits de marketing ainsi que des chaînes de valeur pour les potentiels produits fabriqués au moyen de bois issu de forêts de recrû, y compris les aspects relevant de l'accès à la gestion des ressources forestières.

Par ailleurs, le projet a élaboré des lignes directrices servant à formuler une stratégie efficace de marketing adaptée aux besoins et objectifs de la vente d'articles fabriqués au moyen de bois issu de forêts de recrû. Formuler ce type de stratégie passe par une analyse rigoureuse de l'environnement commercial, l'identification des segments de marché pertinents, une connaissance approfondie des clients, l'évaluation de la concurrence et la définition des objectifs et buts commerciaux

Des opportunités pour les femmes et les jeunes

En outre, le projet a défini les options, notamment des programmes de formation destinés à intégrer les femmes et les jeunes de communautés locales dans les différents processus de la chaîne de valeur, qui vont de la gestion forestière au design en passant par la fabrication, le marketing et la vente des produits. Adopter ces options pourrait favoriser une participation équitable et créer de nouvelles opportunités d'emploi en milieu rural.

Pour assurer le caractère durable des réalisations du projet, des mesures ont été prises comme la création de bases de données sur les forêts de recrû et d'un Centre d'information et de suivi forestiers à la Chambre du bois et de l'industrie du Costa Rica ou encore la formation du personnel à la gestion et l'analyse de données. Ces bases de données ont été mises à disposition d'autres institutions concernées, élargissant ainsi leur utilité et portée. Enfin, des accords de coopération ont été officialisés avec des entités publiques et commerciales pour promouvoir les résultats et qu'ils soient suivis d'effet.

Un projet de seconde phase ayant pour objet de mettre en œuvre une stratégie de marketing et de commercialisation permettrait de consolider d'autant les avancées. Il permettrait d'assurer que les conclusions et outils de la première phase se traduisent par des retombées pérennes, renforçant ainsi le développement du secteur forestier costaricien et son intégration aux marchés national et international.

Pour consulter les produits du projet, insérer son numéro, PP-A/59-353, dans le moteur de recherche de projets de l'OIBT sur: www.itto.int/fr/project_search

Le projet PP-A/59-353 a été rendu possible grâce à un financement du Gouvernement du Japon.

Cambodge: le micro-crédit au profit des forêts communautaires

Dans le cadre d'un projet de l'OIBT explorant comment inciter à la gestion durable des forêts communautaires, un dispositif de micro-crédit dope les moyens d'existence et génère des revenus

par Hort Sothea[1], Pang Phanit[2], Chhin Navin[3] et Soo Min Lee[4]

[1] Coordinateur du projet de l'OIBT (sotheahort@gmail.com)

[2] Superviseur sur site (Mondulkiri)

[3] Superviseur sur site (Kratie)

[4] Responsable du Programme de l'OIBT

Accorder du crédit: cérémonie de signature de la création d'un dispositif de micro-crédit destiné aux membres de la communauté forestière de Phnom Totueng (province de Kratie) au Cambodge. *Photo: Pang Phanit*

Lancé en 1994, le programme forestier communautaire du Cambodge est aujourd'hui une partie importante des efforts que mène ce pays d'Asie du Sud-Est pour mettre un frein à la disparition de sa forêt et réduire la pauvreté. Adossé à la politique publique, à un cadre juridique favorable et à la publication de lignes directrices, ce Programme national forestier s'est fixé comme objectif de créer à l'horizon 2029 un millier de forêts communautaires officiellement agréées, dont 648 étaient déjà sur pied en 2023.

Or, un projet de l'OIBT[1] en cours dans ce pays apporte son concours à un aspect au cœur de ce programme public: améliorer les moyens d'existence des populations s'impliquant dans la gestion et la protection de forêts communautaires. Mis en œuvre dans les provinces de Kratie et de Mondulkiri, il a recours à des dispositifs de micro-crédit et autres mesures pour offrir des incitations aux membres de quatre communautés à conserver leurs ressources forestières et à les gérer suivant des pratiques durables.

Deux ans après leur lancement, ces dispositifs de micro-crédit, qui représentent un modèle susceptible d'être étendu à d'autres forêts communautaires, génèrent des revenus qui servent à augmenter le capital de base et à financer des activités communautaires, et notamment des patrouilles forestières.

L'équipe du projet de l'OIBT, après un rigoureux processus d'évaluation, a sélectionné les forêts communautaires qui bénéficieraient d'un appui pour mettre en œuvre un dispositif de micro-crédit. Au nombre des critères de sélection figuraient une expérience antérieure dans des activités de protection d'une forêt communautaire, la volonté d'utiliser un micro-crédit au bénéfice collectif de ses membres (déterminée dans le cadre d'un dialogue avec les Comités de gestion forestière communautaire, ou CGFC), l'appui des autorités locales et la présence de membres actifs des CGFC.

L'équipe du projet a ainsi sélectionné trois forêts communautaires dans la province de Kratie (O'Dar, Phnom Totueng et Kantout) et une dans celle de Mondulkiri (Ping Prong Klangpestho). En mai 2022, le projet a signé des accords avec les équipes de gestion élues au sein des CGFC des forêts communautaires retenues.

[1] Projet PD 836/17 Rev.2 (F).

Principaux paramètres

L'équipe du projet et les CGFC ont discuté des paramètres clés à utiliser pour exploiter les dispositifs de micro-crédit, en particulier les taux d'intérêt à appliquer aux prêts, les options de moyens d'existence à appuyer, le partage des avantages et la gestion du risque.

Ces discussions ont permis de confirmer qu'il était souhaitable de fixer un taux inférieur aux 2% et plus par mois offerts par les banques commerciales et de veiller à ce que les membres des groupes forestiers communautaires fixent le montant du capital. Il a été convenu qu'un prêt devrait être utilisé d'une manière qui protège les forêts communautaires et aide à améliorer les moyens de subsistance. Il pourrait par exemple être accordé pour acheter des intrants agricoles (par ex., engrais, pesticides ou semences), fournir le capital de départ d'une activité familiale ou investir dans une activité commerciale qui ne soit pas préjudiciable à la conservation de la forêt et de la faune. Un prêt ne pourrait toutefois pas être accordé pour des éléments de type achat de biens d'immobilisation comme l'immobilier ou des actifs mobiliers tels que véhicules servant au transport de grumes depuis la forêt.

Si le projet de l'OIBT fournit les capitaux initiaux d'un dispositif de micro-crédit, d'autres sources pourraient apporter des capitaux supplémentaires, y compris des contributions de membres, le versement des intérêts des prêts accordés ou encore des contributions de donateurs, d'organisations non gouvernementales ou d'instances publiques, toutes susceptibles d'accroître le flux de retombées pour la collectivité. Afin de soutenir la gestion viable de ces dispositifs, les CGFC ont suggéré que les recettes soient allouées aux usages suivants:

- Offre d'incitations annuelles à l'équipe de gestion
- Règlement de dépenses administratives et autres
- Paiements pour les patrouilles forestières communautaires ou autres activités de développement du village
- Augmentation du capital du dispositif de micro-crédit

Au nombre des risques pesant sur la viabilité d'un dispositif de micro-crédit figurent le refus ou l'incapacité des membres à rembourser un prêt, le décès de l'emprunteur et la force majeure. Il a été suggéré que les postulants nomment trois garants afin d'assurer que le crédit soit remboursé, réduisant ainsi le risque de défaut. En cas de décès d'un emprunteur, le prêt serait remboursé

par un membre de la famille. Un emprunteur serait également tenu de fournir une garantie (par ex., la copie de la carte d'immatriculation d'une motocyclette dont le numéro serait indiqué dans l'accord de prêt). Le remboursement pourrait se faire sous plusieurs formes, dont le paiement des intérêts chaque mois moyennant restitution du capital à la fin de la période du crédit ou paiement du capital et des intérêts en versements mensuels.

Pour aider les dispositifs de micro-crédit à atteindre leurs objectifs d'améliorer les moyens d'existence locaux, de générer des revenus pour pérenniser leurs opérations et de protéger les forêts communautaires, divers documents ont été élaborés dans le cadre du projet, dont les accords d'exécution et les règles de gestion. Des formulaires ont également été conçus à l'usage des équipes de gestion, dont un formulaire de demande de crédit, une fiche individuelle de suivi de l'historique des prêts et une fiche de suivi des mouvements de trésorerie.

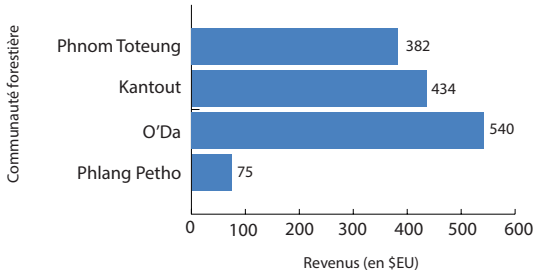
La gouvernance des dispositifs est de nature démocratique. Chaque dispositif est en effet géré par une équipe de trois personnes constituée d'un président, d'un président adjoint en charge de la planification et de la comptabilité et d'un trésorier chargé de gérer le budget. Il incombe à l'équipe de préparer les programmes de prêts, d'effectuer le suivi et la gestion de leur exécution, de modifier les règles de gestion si nécessaire, de régler les différends et de fixer les taux d'intérêt. Les décisions relatives à la gestion doivent être approuvées par les membres dans le cadre de réunions régulières.

Des revenus en hausse

Depuis la signature des accords de dispositifs de micro-financement avec les quatre groupes forestiers communautaires, l'équipe du projet a suivi leur exécution dans le cadre de réunions régulières, prenant à la fois note des progrès réalisés et des difficultés rencontrées.

Et ces progrès ont été notables. Des prêts se chiffrant à un total d'environ 4 000 $EU ont été accordés à des membres des quatre groupes. Jusqu'à présent, ils ont tous été remboursés et les intérêts ont été versés en intégralité, contribuant à générer des recettes de 1 400 $EU (figure 1).

Figure 1: Revenus générés par des dispositifs de micro-crédit dans quatre forêts communautaires des provinces de Kratie et Mondulkiri au Cambodge



Ces recettes ont servi à augmenter le capital des dispositifs disponible (30%), à financer des patrouilles forestières communautaires ou autres programmes de développement villageois (10%) ou encore à couvrir des dépenses administratives ou autres (10%). Les 30% restants ont été versés aux gestionnaires des dispositifs sous la forme d'une incitation, à la condition qu'ils obtiennent un taux de remboursement supérieur à 90%. Les prêts proprement dits ont servi à financer des activités agricoles ou à créer de petites activités commerciales.

Fixer les conditions: discussion avec les membres d'un comité de gestion d'une forêt communautaire sur les paramètres et risques d'un dispositif de micro-crédit. *Photo: Pang Phanit*

Un modèle prometteur

Sur la base des deux premières années d'exploitation, les dispositifs de micro-crédit du projet se sont montrés prometteurs comme moyen d'améliorer les moyens d'existence des membres d'une forêt communautaire, une incitation pour que les communautés locales s'impliquent dans la protection et la conservation de ce type de forêt. Les dispositifs ont également réussi à générer des recettes pour pérenniser et élargir leurs propres opérations.

Toutefois, le capital apporté dans le cadre du projet est resté modeste, ce qui a limité le nombre de membres d'une forêt communautaire en mesure d'emprunter à un moment donné. Des injections supplémentaires de capital pourraient augmenter l'impact de ces dispositifs et éventuellement prouver aux décisionnaires et autres acteurs au Cambodge et ailleurs que les dispositifs de micro-crédit peuvent être un puissant outil pour promouvoir la gestion durable des forêts communautaires.

En avant: des groupes forestiers communautaires de la province de Kratie font une présentation sur la mise en œuvre de leur dispositif de micro-crédit. *Photo: Chhin Navit*

Pour consulter les produits du projet, insérer son numéro, PD 852/17 Rev.4 (F), dans le moteur de recherche de projets de l'OIBT sur: www.itto.int/fr/project_search

Le projet PD 852/17 Rev.4 (F)a été rendu possible grâce à un financement du Japon, de la République de Corée et des États-Unis d'Amérique.

Caraïbes: la durabilité à l'aune des indicateurs

Un atelier d'experts a reconnu l'utilité des critères et indicateurs de l'OIBT pour renforcer la gestion des vastes forêts tropicales de Trinité-et-Tobago

par Denny Dipchansingh[1], Steve Johnson[2] et Jurgen Blaser[2]

[1] Conservateur des forêts, Trinité-et-Tobago (ddipchansingh@yahoo.com)

[2] Consultant de l'OIBT

Un écosystème capital: les mangroves font partie des forêts tropicales de Trinité-et-Tobago dont la gestion peut être renforcée au moyen des critères et indicateurs développés par l'OIBT. *Photo: Pond5/Altinosmanaj*

Les critères et indicateurs (C&I) de l'OIBT constituent un outil majeur pour suivre les avancées vers la gestion durable des forêts (GDF) à Trinité-et-Tobago, dont les forêts tropicales se montrent de plus en plus vulnérables au changement climatique, à la pression grandissante sur le foncier, les sols et l'eau ainsi qu'à l'appauvrissement constant de leur biodiversité.

Telles ont été les conclusions d'un atelier de l'OIBT destiné aux professionnels du secteur forestier à Trinité-et-Tobago qui portait sur l'utilité des C&I pour la gestion des forêts de cette nation caribéenne. C'était la première manifestation de ce type depuis que l'OIBT a révisé ses C&I en 2016[3], une interruption prolongée par la pandémie de Covid-19.

Près d'une trentaine de participants a assisté à cet atelier national de formation tenu du 27 février au 1er mars 2024 dans un hôtel de Port-of-Spain, la capitale. Financé par l'Union européenne, le Japon et les États-Unis, il était accueilli par la Division forestière du Ministère de l'agriculture, du territoire et des pêches (MALF).

Organisé dans le cadre du Programme de travail biennal 2024-2025 de l'OIBT, cet atelier s'inscrit dans le cadre de la grande diversité des activités de renforcement des capacités que l'Organisation déploie chez ses pays membres dans des domaines qui couvrent aussi les statistiques forestières ou encore la gestion et la prévention des incendies.

Deux consultants en chef de l'OIBT – Juergen Blaser, professeur de gestion forestière à l'Université des sciences appliquées de Berne, et Steve Johnson, l'ancien Directeur du commerce et de l'industrie à l'OIBT récemment parti à la retraite – en ont été les animateurs.

Dans ses remarques d'ouverture, Denny Dipchansingh, le Conservateur des forêts de Trinité-et-Tobago, a mis en exergue les efforts menés par la Division forestière en matière de gestion, ainsi que sa collaboration avec le secteur pétrolier et gazier à travers des servitudes de conservation.

Avinash Singh, Ministre de l'agriculture, du territoire et des pêches, a fait référence au *Vision 2030*, le document de politique du pays, ainsi qu'aux objectifs de la GDF, et il s'est dit optimiste concernant les retombées de l'atelier.

Des outils de l'OIBT évolutifs

Le premier jour de l'atelier, les animateurs ont présenté une vue d'ensemble du rôle et des activités de l'OIBT au niveau mondial, notamment l'élaboration de ses C&I et le développement de sa collaboration avec Trinité-et-Tobago, l'un des membres fondateurs de l'Organisation dont les forêts tropicales couvrent quelque 500 000 ha, soit la moitié environ de la superficie totale émergée du pays.

C'est au début des années 90 que l'OIBT a innové le développement des C&I et l'Organisation a été à l'avant-garde s'agissant de promouvoir leur usage pour suivre les forêts de l'ensemble du monde tropical et communiquer les informations en la matière. L'Organisation a à ce jour organisé des ateliers C&I dans 32 de ses 37 pays producteurs.

Les C&I de l'OIBT répertorient sept facteurs clés, ou critères, qui influent sur les forêts et leur gestion: Conditions habilitantes de la gestion durable des forêts; Étendue et état des forêts; Santé et résilience de l'écosystème forestier; Production forestière; Biodiversité forestière; Protection des sols et des eaux; et Aspects économiques, sociaux et culturels.

À chacun de ces critères, l'OIBT a associé entre cinq et 12 indicateurs pouvant être utilisés pour évaluer les avancées en matière de durabilité et en communiquer les informations. En 2016, l'OIBT a publié une édition actualisée de ses C&I comprenant de nouveaux indicateurs liés à la gouvernance, à la production durable de combustible ligneux, à la restauration forestière, au cycle global du carbone et au rôle des forêts dans l'adaptation au changement climatique.

Tant les critères que les indicateurs ont été conçus pour être adaptables aux circonstances propres à tel ou tel contexte tropical[4], du local au national au mondial, l'OIBT fournissant des orientations sur leur usage à travers ses publications ainsi que des formations pratiques.

Les participants ont également assisté à une présentation sur la signification au niveau du globe d'adopter des pratiques de GDF, compte tenu en particulier de la rapidité des mutations environnementales qui nécessite de nouvelles approches de la GDF et des objectifs élargis.

[3] La dernière édition des *Critères et indicateurs de la gestion durable des forêts tropicales* (n° 21 de la série OIBT Politique forestière) est disponible sur: www.itto.int/fr/policy_papers

[4] Bien que les C&I soient applicables mondialement, l'OIBT a également développé des Critères et indicateurs de la gestion durable des forêts tropicales d'Afrique sur: www.itto.int/fr/policy_papers

Une présence au sol

Le deuxième jour de l'Atelier, qui s'est entièrement déroulé sur le terrain, a débuté à la pépinière arboricole de la Division forestière située près de la ville de Saint-Joseph pour observer son rôle dans la fourniture de plantules de qualité pour les projets de conservation. Le groupe s'est ensuite rendu au Marécage de Caroni, un vaste écosystème de mangrove sur la côte ouest de Trinité, afin de comprendre l'importance de protéger le littoral et sa biodiversité. Plus au sud, sur la colline San Fernando, ils ont pu observer la gestion des parcours urbains, un exemple de paysages naturels en milieu urbain.

Il a ensuite visité des forêts naturelles dégradées plusieurs années après exploitation dans l'aire de conservation de Cats Hill. Les participants ont pu y analyser des plantations de teck de seconde rotation, notamment leur régénération en bandes alternées. Les discussions ont porté sur les techniques novatrices telles que la régénération naturelle assistée et l'agroforesterie.

Cette excursion a fourni de précieux éclairages et mis en lumière l'importance de la collaboration en matière de gestion forestière ainsi que l'utilité des C&I pour en analyser les avancées.

À pied d'œuvre: près de 300 participants ont suivi l'atelier de l'OIBT à Trinité-et-Tobago sur l'emploi des critères et indicateurs pour suivre la gestion durable des forêts. *Photo: Division forestière, Trinité-et-Tobago*

Application nationale

Le dernier jour de l'Atelier, les discussions ont souligné le caractère précurseur des lignes directrices de l'OIBT relatives à la GDF[5], qui ont introduit des concepts controversés à une époque, mais devenus aujourd'hui une meilleure pratique internationale.

Les C&I de l'OIBT s'inspirent de ces lignes directrices et sont largement employés pour mesurer les avancées vers la GDF, la certification de la gestion forestière et des pratiques telles que l'exploitation à impact réduit ainsi que l'application des législations et de la gouvernance forestières.

Les participants ont ensuite été divisés en trois groupes – nommés Balata, Carimbo et Marouba d'après des essences de bois locales – pour mener des discussions visant à approfondir leur compréhension de l'objet et de l'application des C&I, et examiner leur emploi dans le cas de Trinité-et-Tobago.

Au cours de la séance principale, les groupes de travail ont ainsi évalué la clarté et l'applicabilité des critères et de leurs indicateurs correspondants, notamment l'existence de données adaptées à différentes échelles spatiales, et ils ont rendu compte en plénière de leur pertinence et caractère exhaustif du point de vue du contexte de Trinité.

L'ultime séance des groupes de travail a été consacrée à l'évaluation du rapport pays sur Trinité-et-Tobago figurant dans le rapport *Situation de la gestion des forêts tropicales*[6]. Leurs délibérations ont montré que les données et constatations de base

Menacées: les forêts de Trinité-et-Tobago sont vulnérables au changement climatique, à l'appauvrissement de la biodiversité et à la pression grandissante sur les terres, les sols et l'eau. *Photo: Kyle Edghill*

de ce rapport fondamental de 2011 demeuraient valides, même si une version actualisée devrait inclure des données plus récentes ainsi que les évolutions intervenues sur le plan de la politique et des institutions.

Étapes ultérieures

ans l'ensemble, l'Atelier a permis de confirmer que les C&I de l'OIBT demeuraient valides pour évaluer comment un pays réussit à mettre en œuvre les procédures conçues pour mettre en place la GDF. Les gestionnaires forestiers d'aujourd'hui doivent aussi bien veiller à répondre aux défis environnementaux qu'à produire du bois ou à planter des arbres. Les participants ont aussi pris acte de la manière dont le secteur forestier devait travailler avec les autres parties prenantes dans le processus décisionnel.

Au fil des discussions sur les C&I, l'Atelier a aidé les participants à explorer et à trouver des solutions pratiques aux défis de la gestion forestière auxquels est confrontée Trinité-et-Tobago. Les participants ont également plébiscité la préconisation que soient adaptés et utilisés les C&I de l'OIBT dans leurs futures activités de gestion forestière, à savoir suivi, évaluation et communication d'informations.

Autre conclusion majeure, la Division forestière a dit envisager de demander l'assistance de l'OIBT dans la préparation d'un projet ayant pour objet d'évaluer la gestion des forêts naturelles dégradées, en particulier ce que l'on appelle les «forêts de parcours fermées» pour potentiellement les transformer en forêts de production à objectifs multiples.

Les participants ont également reconnu le besoin urgent d'actualiser la base d'information forestière de Trinité-et-Tobago pour éliminer un obstacle à la réforme de la politique et le financement de la GDF, à savoir le fait que le dernier inventaire forestier national remonte à 1969.

Le concours de l'OIBT pourrait également être sollicité pour la gestion et la commercialisation des plus de 15 000 ha de forêts plantées que compte le pays, dont une grande partie est constituée de teckeraies de grande valeur gérée suivant un régime de recépage. Une telle assistance, ont pointé les participants, pourrait inclure la mise au point d'un système de traçabilité et/ou certification, un élément vital pour mettre en place des chaînes d'approvisionnement en bois durable et assurer l'accès du bois et des produits dérivés aux marchés internationaux.

On trouvera de plus amples détails sur l'atelier et les présentations sur: www.itto.int/fr/news/2024/03/05/itto_promotes_use_of_criteria_and_indicators_in_trinidad_and_tobago

[5] *Les Lignes directrices volontaires pour la gestion durable des forêts tropicales naturelles* sont disponibles sur*: www.itto.int/fr/policy_papers*

[6] Disponible sur: www.itto.int/fr/technical_report

Viet Nam: le grand bond en avant de la foresterie durable

Le pays connaît une remarquable évolution: de la surexploitation de son domaine forestier naturel à une filière prospère fondée sur le bois issu de plantations

par Ngo Sy Hoai

Vice-président et Secrétaire général, Association vietnamienne du bois et des produits forestiers (ngosyhoai89@yahoo.com)

Créateurs de valeur: de plus en plus durables, la filière forêt-bois vietnamienne alimente aujourd'hui les marchés intérieur et d'exportation en produits bois. *Photo: Cao Xuan Thanh*

Pays situé en Asie du Sud-Est continentale, le Viet Nam, de même que le Cambodge et la République démocratique populaire lao limitrophes, sont connus de longue date pour leurs vastes et mystérieux massifs de forêt tropicale intacte. Or, entre 1943 et 1983, le couvert forestier vietnamien s'est réduit de 43% à 22% – soit un recul de quelque 14 millions d'ha – sous l'effet des conflits, de la pauvreté et d'une gestion forestière inadaptée. Les forêts ont été victime de leur surexploitation, des conséquences de la culture itinérante et de la conversion de vastes surfaces de terres boisées à des usages agricoles ou autres.

Or, le programme de réforme économique dit *Doi Moi* que le gouvernement a lancé dans les années 80 est venu renverser cette tendance. Les terres forestières déboisées ou dégradées appartenant à des entreprises d'État ont été transférées à des agriculteurs pour les reboiser. Portée par la demande grandissante, l'amélioration de la qualité des semences et autres avancées sylvicoles, la réussite de la filière forêt-bois au cours des décennies qui ont suivi est indéniable.

Si les efforts de reboisement menés dans les années 90 au moyen de variétés exotiques d'eucalyptus ont échoué en raison d'une mauvaise sélection des semences et de leur inadéquation au site ainsi que de l'absence d'acheteurs, l'introduction fructueuse de variétés d'acacia a aidé à lancer la création de plus de 3 millions d'ha de plantations commerciales et le développement notable des industries du bois au Viet Nam. La réorientation en faveur de la foresterie de plantation a été d'autant accélérée par l'interdiction d'exploitation en forêt naturelle instaurée en 2014. Aujourd'hui, le Viet Nam recèle 4,7 millions d'ha de forêts plantées, dont plus d'un million d'ha sont dédiés à la conservation de la nature et à la gestion des bassins versants.

De croissance très rapide, l'acacia est relativement peu sujet à des nuisibles et maladies et il peut prospérer sur toute une diversité de sites. En outre, son bois ayant de multiples usages, dont la fabrication de meubles, de panneaux bois, de copeaux et de granulés, il est devenu l'essence à bois prédominante dans les plantations. L'acacia de provenance locale de même que l'eucalyptus et le bois d'hévéa répondent aujourd'hui à 75% de la demande totale en matière bois.

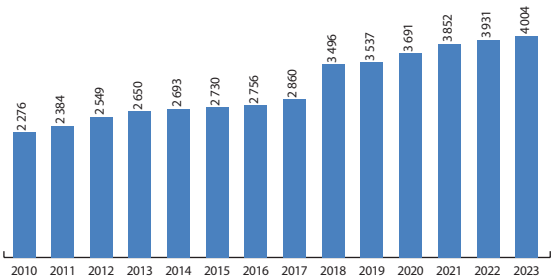
Le reboisement et le passage à la sylviculture en plantations ont jeté les bases du robuste développement de la filière bois vietnamienne et son émergence comme premier exportateur mondial de bois et produits dérivés. Aujourd'hui, la filière forêt-bois est une source majeure de devises étrangères et a élargi la contribution du secteur forestier à la croissance de l'économie nationale.

Nous allons ici dresser un tableau actualisé de la filière forêt-bois vietnamienne et partager les expériences dégagées et les enseignements tirés au fil de son développement.

Développement des plantations

Entre 2010 et 2023, la surface totale de forêt plantée au Viet Nam a augmenté de 53%, passant d'environ 3,1 à 4,7 millions d'ha. Cette progression résulte en grande partie de la croissance des plantations à but commercial, d'environ 2,3 à 4 millions d'ha, soit une expansion moyenne de 133 000 ha par an (figure 1).

Figure 1: Superficie totale des plantations commerciales de 2010 à 2023 (en milliers d'ha)

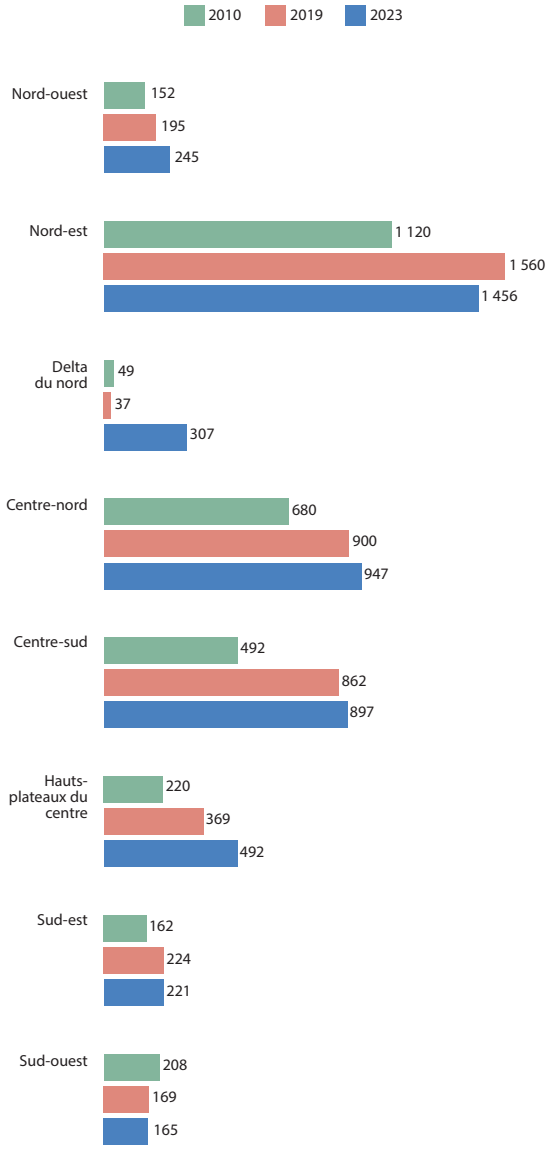


Source: Département de la protection des forêts, Ministère vietnamien de l'agriculture et du développement rural (MARD)

Dans sa majeure partie, la surface forestière de production a été créée sur des terres nues ou des collines dénudées; depuis 2015, on n'a observé aucune conversion de forêt naturelle en forêt plantée.

Pour des raisons de gestion, la foresterie vietnamienne a été divisée en huit zones écologiques. Comme le montre la figure 2, la surface de forêt plantée a plutôt augmenté partout sauf dans la zone sud-ouest. Les zones nord-est, nord-centre et sud-centre jouent un rôle essentiel pour alimenter la filière bois en matière première. À elles trois, elles représentent plus de 70% de la surface forestière plantée et la majeure partie de son expansion depuis 2010.

Figure 2: Superficie de forêt planté par zone écologique forestière en 2010, 2019 et 2023 (en milliers d'ha)



Source: chiffres du Département vietnamien de protection des forêts, analysés par l'Association vietnamienne du bois et des produits forestiers (VIFOREST)

En vue d'améliorer la performance de la filière forêt-bois, le gouvernement a préconisé de créer un million d'ha de grandes plantations à bois d'œuvre dans tout le pays. Une grande plantation à bois est définie comme comprenant au moins 70% des arbres sur pied par surface unitaire à avoir, à l'âge principal de récolte, un diamètre à hauteur d'homme (DHH) de plus de 20 cm pour les arbres à croissance rapide, ou de 30 cm pour ceux à croissance lente. Une plantation à bois d'œuvre est qualifiée de petite lorsque moins de 70% des arbres répondent à ces critères. Si le cycle d'une petite plantation à bois se situe entre cinq et sept années, celui d'une grande plantation est de huit à dix ans pour les essences à croissance rapide.

Une grande plantation de bois d'œuvre est en général créée par une organisation ou un ménage disposant d'une vaste surface foncière (plus de 10 ha) et des sources de revenus autres que l'activité des plantations. Ces planteurs prolongent le cycle de récolte sur une partie ou la totalité de leur plantation. L'essence choisie est principalement l'acacia.

Bien que le Ministère de l'agriculture et du développement rural (MARD) ait mis en œuvre un plan destiné à développer de grandes plantations de bois d'œuvre durant la période 2014-2020, et que le gouvernement ait restreint, en imposant une taxe à l'export de 2%, l'exportation de copeaux fabriqués à partir de bois de petit diamètre, les propriétaires forestiers continuent de planter des forêts principalement pour alimenter l'activité reposant sur des bois de petit diamètre. À la fin de 2022, la surface des grandes plantations n'était ainsi que d'environ 509 000 ha, soit 13% de la surface totale des plantations commerciales.

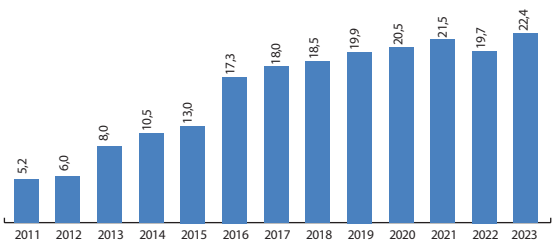
Selon le MARD, le développement de grandes plantations à bois d'œuvre se heurte à plusieurs défis et difficultés, dont: affectations de petites surfaces foncières; préférence des agriculteurs pour les retours rapides sur investissement; taxes sur les utilisations des terres; absence d'accès au crédit; forte demande en bois de petit diamètre; médiocrité des infrastructures et de la qualité des semences; et absence d'assurance contre les risques de type incendies de forêt, catastrophes naturelles ou encore phénomènes météorologiques extrêmes.

Production de bois

L'offre en bois de production locale augmente en raison de la croissance des plantations et de l'application de méthodes scientifiques et technologies visant à améliorer le matériel de plantation et la gestion forestière. Durant la période 2011-2020, le rendement moyen d'une plantation était de 20 à 23 m^3/ha/an, moyennant des variations en fonction de l'essence, des conditions du site et du cycle de coupe.

Entre 2011 et 2023, le volume de bois récolté dans les plantations commerciales a été multiplié par 4,3, passant de 5,2 à 22,4 millions de m^3 (figure 3). Dans sa majeure partie, le bois est récolté dans les zones nord-est, nord-centre et sud-centre, qui représentent à elles trois 90% de la production totale de bois.

Figure 3: Production de bois issue de plantations commerciales de 2011 à 2023 (en millions de m^3)



Source: Département forestier vietnamien

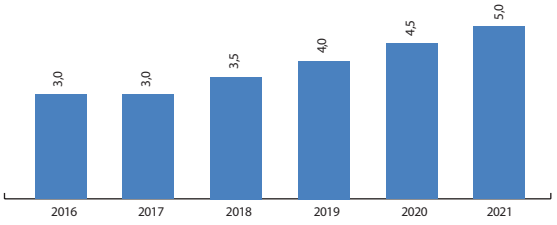
Échange d'idées: échanges interentreprises destinés à promouvoir la consommation de produits bois durables au Viet Nam. *Photo: Cao Xuan Thanh*

Afin d'améliorer la qualité du bois, les planteurs ont été encouragés à prolonger le cycle de coupe à plus de dix ans, moyennant une densité de plantation initiale de 1 600 à 2 000 tiges/ha. Toutefois, dans la réalité, le cycle de plantation le plus couramment appliqué varie entre quatre et sept années. Avec ce cycle court, la densité de plantation peut varier entre 3 000 et 4 000 tiges/ha. Les planteurs partent du principe que des plantations densément plantées ont moins de branches, se développent plus vite en hauteur et donnent des rendements plus importants sur un cycle court. Toutefois, dans certains endroits, en raison de la dégradation du sol et de la prolifération de nuisibles et maladies, les rendements commencent à diminuer au terme de quatre à cinq cycles. Pour maintenir des rendements réguliers, les planteurs doivent prolonger le cycle et appliquer des engrais.

Le bois d'acacia représente environ 80% du total de l'offre intérieure annuelle en bois. Sur ce chiffre, entre 70 et 80% sont produits par des ménages suivant un cycle de cinq à sept années, à raison d'un rendement moyen de 20 à 25 m^3/ha/an. On estime que le volume d'acacia récolté par ce groupe de planteurs est de 20 à 30 millions de m^3/an.

Le Viet Nam recèle également environ 900 000 ha de plantations d'hévéa, essentiellement dans des petites exploitations. Une fois atteint l'âge de 25 à 30 ans, la production des hévéas diminue et ils sont donc coupés et remplacés. Léger, le bois d'hévéa est facile à transformer et il peut être considéré comme un produit collatéral respectueux de l'environnement de la production de latex. Ces dernières années, le bois d'hévéa est devenu une importante source de matière première pour l'industrie vietnamienne du bois, dont la demande augmente pour alimenter le marché tant intérieur que d'exportation. En 2016-2021, la production de bois d'hévéa a augmenté de deux tiers, passant de 3 à 5 millions de m^3 (figure 4). Des volumes infimes de bois d'hévéa sont importés.

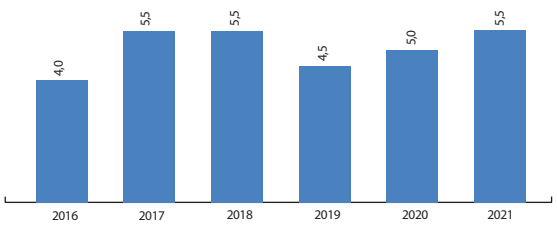
Figure 4: Production de bois d'hévéa de 2016 à 2021 (en millions de m^3)



Source: Ministère vietnamien de l'agriculture et du développement rural (MARD)

Durant la dernière décennie, les 136 millions d'arbres par an qui ont en moyenne été plantés de manière dispersée au Viet Nam apportent une contribution additionnelle notable à son offre grandissante en bois; cette source procure ainsi entre 4 et 5,5 millions de m^3 de bois chaque année (figure 5).

Figure 5: Production de bois ventilée de 2016 à 2021 (en millions de m^3)



Source: Département général forestier, Ministère vietnamien de l'agriculture et du développement rural (MARD)

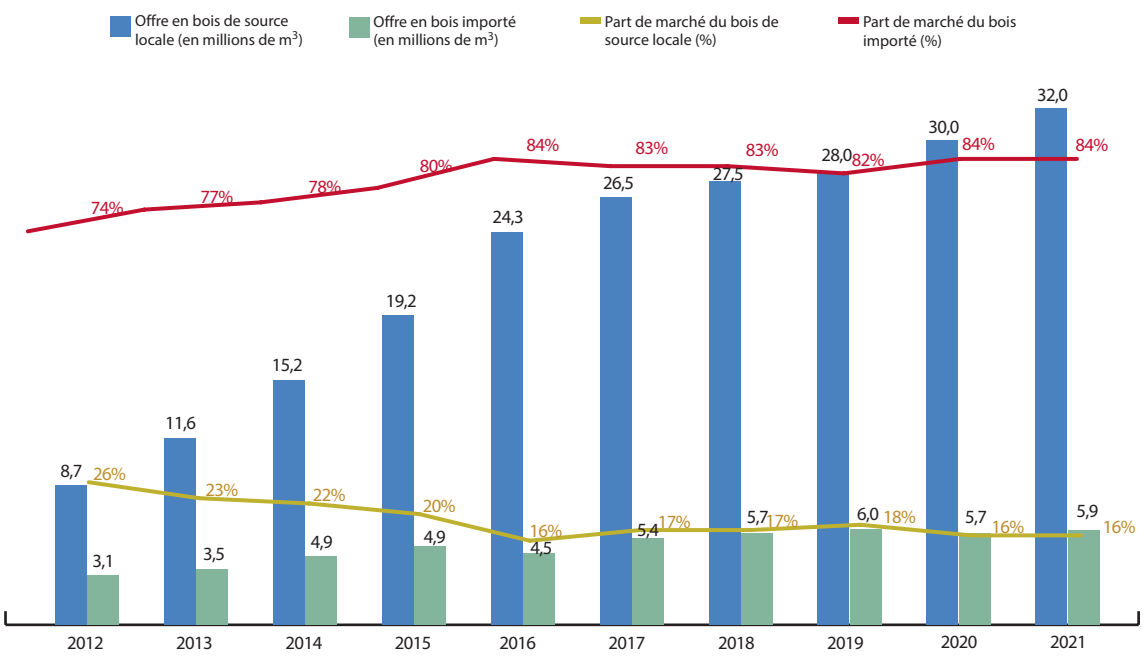
Chute de la part des importations

Suite à l'essor de la demande en bois et de l'émergence d'une filière de la transformation du bois, le Viet Nam supplémente son offre en bois de provenance locale avec des importations issues de plus d'une centaine de marchés à travers le monde.

La figure 6 indique son offre en bois local et importé entre 2012 et 2021. Si l'offre en bois local a été multipliée par 3,7, de 8,7 à 32 millions de m^3 au cours de cette période, le rythme d'augmentation du volume de bois importé a quant à lui été moindre, de moitié environ, pour passer de 3,1 à 5,9 millions de m^3, et rester relativement stable vers la fin de cette période.

Cette offre locale en croissance constante a aidé la filière bois vietnamienne a progressivement réduire sa dépendance aux importations. En 2012, le volume de bois utilisé par l'industrie a été de 11,8 millions de m^3, les importations représentant 26% de ce total. En 2021, année où la demande totale en bois a plus que triplé pour atteindre 37,9 millions de m^3, la part des bois importés ne représentait que 16% de ce total. Il s'agit là du fruit des immenses efforts destinés à améliorer la performance de l'activité basée sur les plantations commerciales au Viet Nam au cours des dernières décennies.

Figure 6: Offre en bois de source locale et importée de 2012 à 2021 (en millions de m^3)



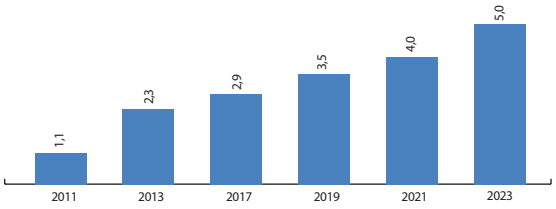
Source: VIFOREST

Plantules de qualité: culture de tissus destinés à produire des plantules d'acacia hybride de qualité. *Photo: Cao Xuan Thanh*

Essor des industries du bois

Dans les années 2010, l'immobilier a au Viet Nam connu un essor suscité par la construction neuve. Des grandes villes comme Hanoï, Ho Chi Minh ou Da Nang ont vu le rapide développement d'une série de nouvelles zones urbaines. Cela explique aussi pourquoi la demande intérieure en produits bois a augmenté aussi rapidement durant cette période. La valeur des meubles en bois achetés dans le pays a été multipliée par près de 4,7, passant de 1,1 milliard en 2011 à 5 milliards $EU en 2023 (figure 7).

Figure 7: Consommation de bois et produits dérivés de source locale (en milliards $EU)



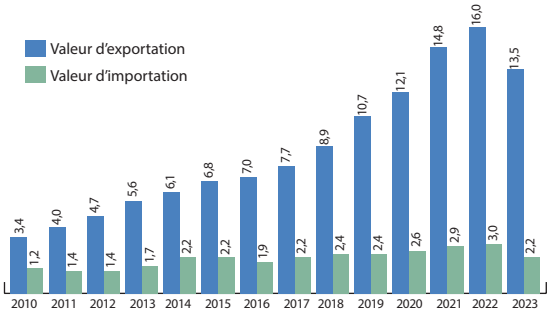
Source: VIFOREST

Le Viet Nam dispose d'un système de 340 villages de la filière bois officiellement agréés qui abritent des milliers de petites entreprises, pour la plupart informelles et de type familial. Environ 80% des produits bois consommés sur le marché intérieur proviennent de ces activités. La principale matière première employée est du bois dur tropical d'importation, le bois de source locale jouant progressivement un rôle croissant.

Le Viet Nam est également devenu un grand exportateur de produits bois. Les États-Unis d'Amérique, la Chine, le Japon, la République de Corée et l'Union européenne sont (par ordre d'importance) ses cinq principaux marchés, consommant près de 90% du bois et des produits dérivés qu'il expédie. Avec 70 à 80% de la valeur totale des produits bois issue des marchés extérieurs, la filière bois vietnamienne est fortement axée sur les exportations.

En 2024, le Viet Nam a exporté des bois et produits bois pour une valeur de 16,28 milliards $EU, moyennant une croissance de 20,9% en année glissante. Les produits dérivés représentaient 11,26 milliards $EU de ce total. Cette hausse des exportations à destination de plusieurs grands marchés montre que le marché mondial s'est amélioré en 2023. En 2024, les importations de bois brut étaient de 5,59 millions de m^3 (essentiellement des grumes et sciages pour la transformation à valeur ajoutée) pour une valeur de 1,81 milliard $EU, soit une progression de 25,8% en volume et de 19,9% en valeur au cours de 2023.

Figure 8: Import-export de bois et produits dérivés de 2010 à 2023 (en milliards $EU)

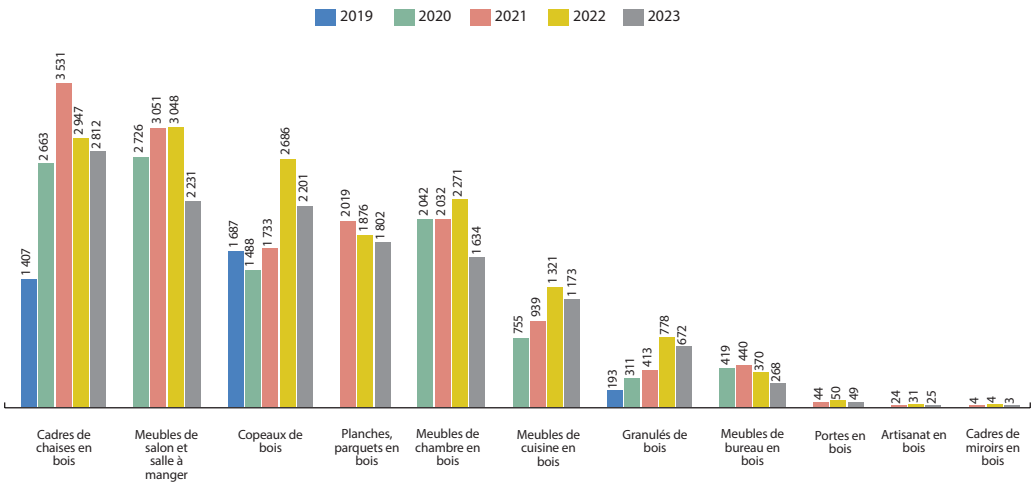


Source: chiffres de l'Office général de la statistique, analysés par la VIFOREST

La figure 8 montre que, excepté en 2023 (qui a affiché un recul de 15,9% en année glissante), les exportations ont augmenté de manière remarquable, pour quasiment quadrupler, de 3,4 milliards en 2010 à 13,5 milliards $EU en 2023. En revanche, les importations de bois et produits dérivés n'ont augmenté que de 1,9 fois, passant de 1,2 à 2,2 milliards $EU. Ces chiffres montrent de nouveau que la filière bois vietnamienne a atteint un double objectif: maintenir une rapide croissance de ses exportations tout en réduisant sa dépendance aux importations de bois brut grâce à la croissance durable de l'offre en bois d'origine locale.

En figure 9 est indiquée la dynamique des exportations de divers types de bois et produits dérivés entre 2019 et 2023.

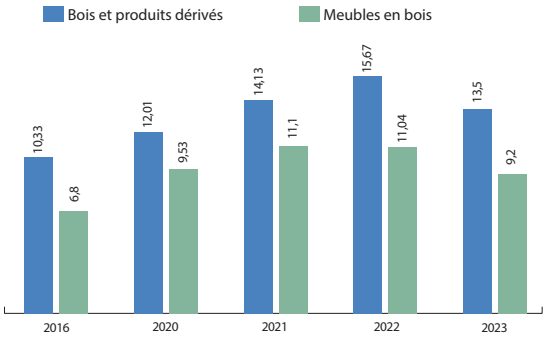
Figure 9: Bois et produits dérivés exportés par catégorie de produit de 2019 à 2023 (en milliers $EU)



Source: chiffres de l'Office des douanes vietnamiennes, analysés par la VIFOREST

En 2023, le Viet Nam a exporté des bois et produits dérivés pour une valeur de 13,5 milliards $EU, un chiffre en recul de 15,9% comparé à 2022 (figure 10). Les produits dérivés ont à eux seuls atteint 9,2 milliards $EU, soit un recul de 16,7% sur la même base. Il s'agit du premier recul enregistré au terme de plus d'une décennie de croissance continue.

Figure 10: Exportations de bois et produits dérivés de 2019 à 2023 (en milliards $EU)



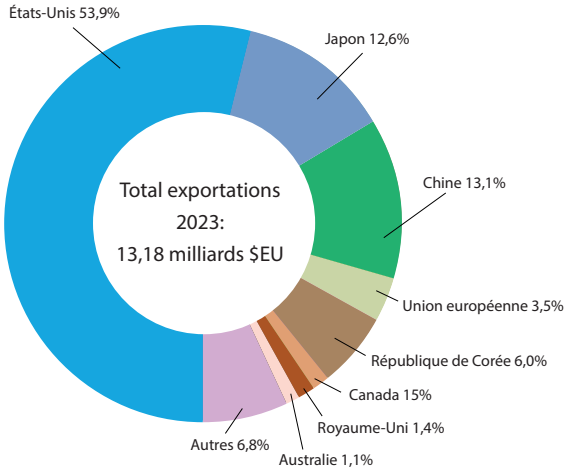
Source: chiffres de l'Office des douanes vietnamiennes, analysés par la VIFOREST

Durant la période 2019-2022, la valeur des exportations a progressé de plus de 10% par an avant de culminer en 2022 à 15,67 milliards $EU et de retomber de 15,9% en 2023, à 13,5 milliards $EU.

Marchés d'exportation

En 2023, du bois et des produits dérivés produits au Viet Nam ont été exportés vers près de 170 pays et territoires. Ses cinq principaux marchés – États-Unis, Chine, Japon, République de Corée et UE – en ont acheté pour 11,74 milliards $EU, ce qui représente plus de 89% du chiffre total de ses exportations (figure 11).

Figure 11: Principaux marchés d'exportation de bois et produits dérivés en 2023



Source: chiffres de l'Office des douanes vietnamiennes, analysés par la VIFOREST

Les États-Unis sont de loin la première destination des bois et produits dérivés en provenance du Viet Nam. En 2023, leurs importations ont excédé 7,1 milliards $EU, soit 16,3% de moins comparé à 2022, mais un chiffre représentant toujours plus de la moitié du total. On trouve ensuite la Chine, avec un chiffre de 1,73 milliard $EU, 20,4% de moins qu'en 2022. Au cours de la période 2019-2023, les exportations vers les États-Unis, la Chine et le Japon ont eu tendance à augmenter, tandis qu'elles sont restées constantes à destination des marchés de la Corée du Sud et de l'UE.

Un progrès exemplaire

Le développement de la foresterie et de la filière bois a enregistré au Viet Nam des avancées remarquables. Comme nous l'avons vu, les facteurs essentiels à l'origine de cette réussite sont la réforme du régime foncier, les moteurs du marché, l'amélioration des semences et les mécanismes novateurs de financement. Autant d'éléments qui ont formé le socle de l'expansion des plantations commerciales pour alimenter la dynamique de la filière bois du secteur privé, laquelle représente un important secteur de l'économie vietnamienne.

Pour continuer de prospérer, l'activité vietnamienne basée sur les plantations commerciales et le développement de sa filière bois nécessitent aujourd'hui de s'améliorer davantage, notamment en augmentant la production de bois de plus grand diamètre et de meilleure qualité, et de moderniser l'efficacité de ses industries du bois. Ces mesures permettront de rendre l'usage du bois par la filière plus durable tant sur le marché local que d'exportation. Les peuplements monospécifiques d'acacia cultivés suivant des cycles extrêmement courts doivent céder la place à une foresterie durable employant d'autres essences de plantation. Il est par ailleurs impératif que le Viet Nam développe davantage ses industries du bois axées sur l'export. Cela devra passer par l'amélioration de leurs capacités en conception, création de marque et marketing et par l'introduction de technologies numériques afin de créer de la valeur tout au long de la, déjà impressionnante, chaîne de valeur vietnamienne du bois et des produits dérivés.

Quoi de neuf sous les tropiques?

Le CIBT proroge le mandat de la Directrice exécutive de l'OIBT et approuve des projets pour un montant de 4,3 millions $EU

Lors de sa 60e session tenue du 2 au 6 décembre dernier, le Conseil international des bois tropicaux a approuvé la prorogation du mandat de la Directrice exécutive de l'OIBT jusqu'en janvier 2018. Il a par ailleurs approuvé plusieurs projets, avant-projets et activités pour un montant total de 4,3 millions $EU. Le Conseil a également décidé que l'OIBT poursuivrait sa Démarche programmatique introduite à titre pilote dans le cadre de l'approche suivie par l'Organisation pour lever des fonds et a donné son accord pour entamer les travaux préparatoires à la négociation d'un nouvel Accord international sur les bois tropicaux (celui en vigueur expirant en 2029) et poursuivre les efforts menés pour que l'OIBT obtienne le statut d'observateur à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Pour consulter la couverture intégrale du CIBT-60: https://www.itto.int/fr/ittc-60/

Au Brésil, des criminels profiteraient des incendies provoqués par la sécheresse pour défricher illégalement des terres

Les incendies de végétation, exacerbés par la pire sécheresse jamais enregistrée au Brésil, ont parcouru une surface équivalente à celle de la Suisse, provoquant la disparition ou la dégradation de vastes pans de forêt tropicale, a rapporté *The Associated Press*. Le niveau de destruction a laissé soupçonner au sein des responsables et spécialistes que des criminels avaient tiré parti de cette situation pour allumer des feux dans le but de défricher illégalement des terres et créer davantage de pâturages. Les émissions mondiales de dioxyde de carbone dues aux incendies de forêt augmentent, contribuant au changement climatique, ce qui, dans un cercle vicieux, pourrait intensifier les sécheresses qui rendent les forêts encore plus vulnérables aux incendies.

Pour consulter l'article intégral: https://apnews.com/article/brazil-amazon-weakened-forest-wildfire-deforestation-climate-change-0a79180b8c8e433785dbeb73852f265b

Une étude pointe le potentiel des forêts tropicales à se régénérer naturellement

Il ressort d'une nouvelle étude que, dans les régions tropicales humides du globe, quelque 215 millions d'ha de terre – une surface excédant celle du Mexique – recèlent la possibilité de se régénérer naturellement. Ainsi que l'a rapporté *Science Daily,* une telle surface de forêt pourrait stocker 23,4 gigatonnes de carbone sur 30 ans et avoir une incidence notable sur des problématiques telles que l'appauvrissement de la biodiversité ou la qualité de l'eau. Plus de la moitié de la surface présentant un important potentiel de recrû se trouve dans cinq pays: Brésil, Chine, Colombie, Mexique et Indonésie. Les auteurs ont indiqué que ces résultats, y compris une carte numérique indiquant le potentiel de recrû dans les régions tropicales de la planète, pourraient aider à définir les sites où la régénération naturelle offre une alternative efficace, en termes de coûts, à la plantation d'arbres dans le cadre des efforts de restauration.

Pour consulter l'article intégral: https://www.sciencedaily.com/releases/2024/10/241030150020.htm

Des entreprises mondiales de biens de consommation enquêtent sur l'origine de leur huile de palme

Des marques de consommateurs, dont *Nestlé* et *Procter & Gamble,* ont indiqué mener une enquête après qu'un groupe de défense de l'environnement a allégué que de l'huile de palme originaire d'une réserve de faune illégalement défrichée en Indonésie pourrait s'être frayé un chemin jusqu'à leurs chaînes d'approvisionnement, rapporte Reuters. La forêt située dans la Réserve de faune de Rawa Singkil a en effet été rasée au cours des huit années passées pour laisser place à des plantations de palmier à huile, a déclaré le *Rainforest Action Network* basé aux États-Unis, citant à l'appui des images satellites et des investigations sur site. Le *Rainforest Action Network* a expliqué que les fruits provenant de plantations illégales étaient vendus à des moulins qui fournissent des marques comme *Mondelez* et *PepsiCo* ainsi que *Nestlé* et *Procter & Gamble*. Des groupes de défense de l'environnement ont à de multiples reprises accusé les producteurs d'huile de palme de se livrer au défrichage illégal des forêts tropicales, y compris dans les aires protégées et les réserves de faune, pour étendre leurs plantations.

Pour consulter l'article intégral: www.businesstimes.com.sg/international/asean/nestle-pg-investigate-palm-oil-sourcing-after-greengroups-indonesia-deforestation-report

Un concours de tech forestière tropicale présente des innovations en matière de suivi de la biodiversité

Une équipe d'écologistes, d'ingénieurs en robotique et de scientifiques autochtones sont arrivés en tête d'un concours à 10 millions $EU visant à trouver des solutions pour automatiser le suivi et la protection des forêts tropicales, a rapporté *Mongabay*. Lors de la finale au Brésil, l'équipe constituée par un groupe à l'Université Colorado Mesa aux États-Unis a déployé des canots de canopée, des drones et des modèles d'intelligence artificielle pour recenser 250 espèces et 700 taxons uniques en l'espace de 24 heures sur une parcelle de 100 ha de forêt amazonienne. Sur les quelque 300 équipes qui étaient en lice au début de ce concours organisé par la Fondation XPRIZE à but non lucratif basée en Californie en 2019, 13 s'étaient hissées jusqu'à la demi-finale à Singapour en 2023. Et lors de la finale à Manaus (Brésil) en juillet, il n'en restait que quatre.

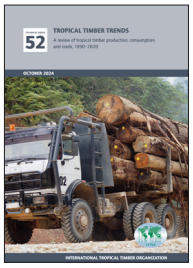
Pour consulter l'article intégral: https://news.mongabay.com/2024/11/fiveyear-rainforest-tech-competition-culminates-with-four-winners/

Visite historique du Président américain Joe Biden en Amazonie

Joe Biden est devenu le premier président en exercice des États-Unis à se rendre dans la forêt tropicale amazonienne, a rapporté le *New York Post.* Lors d'une visite à Manaus (Brésil) en novembre 2024, M. Biden a visité le *Museu de Amazonia* et la Réserve forestière Adolpho Ducke qui l'entoure. Le président américain sortant a également signé de nouvelles initiatives de conservation visant à protéger la région et a rencontré des chefs autochtones pour parler de l'importance de sauvegarder les forêts tropicales afin de répondre aux défis climatiques.

Pour consulter l'article intégral: https://nypost.com/2024/11/17/us-news/president-biden-becomes-first-sitting-president-to-venture-intoamazon-rainforest-fight-for-humanity/

Parutions récentes



Maplesden, F. 2024. *Tropical timber trends.* Série technique OIBT n° 52. Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). Yokohama, Japon.

ISBN 978-4-86507-084-2

Disponible en anglais sur: https://www.itto.int/fr/technical_report/

Cette étude livre une synthèse des statistiques essentielles de l'OIBT produites durant trois décennies qui permet de dresser un tableau indispensable des développements de long terme intervenus sur les marchés des bois tropicaux. Y sont mises en lumière les tendances les plus notables, tels que les progrès enregistrés dans les pays producteurs membres de l'OIBT sur le plan de la transformation du bois. Si, dans les années 90, la plupart des pays exportaient principalement des produits à faible valeur ajoutée, dont des bois ronds industriels ou des sciages, nombreux sont ceux qui, au cours des deux dernières décennies, sont passés à des produits à haute valeur ajoutée tels que meubles. L'étude reconnaît également comment l'amélioration des définitions des produits forestiers a été essentielle à l'action de l'OIBT pour suivre la production et le commerce des produits forestiers tropicaux.

FAO. 2024. *La situation des forêts du monde 2024 – Innovations dans le secteur forestier pour un avenir plus durable.* Rome, FAO.

ISBN 978-92-5-138867-9

Disponible sur: https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/6ef69558-b7c3-4485-b787-add6283c977c/content/cd1211fr.html#gsc.tab=0

L'édition 2024 du rapport phare de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture révèle le pouvoir transformateur dans le secteur forestier de l'innovation reposant sur des éléments probants, qui va des nouvelles technologies et politiques créatives aux évolutions institutionnelles en passant par les nouveaux moyens de canaliser les financements vers les propriétaires et gestionnaires forestiers. Dix-huit études de cas des quatre coins du monde offrent un aperçu de la vaste diversité des innovations technologiques, sociales, politiques, institutionnelles et financières dans le secteur forestier – et les associations de celles-ci – qui sont testées et mises en œuvre dans des conditions réelles. Ce rapport recense également les facteurs propices à donner le pouvoir aux populations d'appliquer leur créativité au secteur forestier, ainsi que les obstacles à cet égard, dans le but de résoudre des problèmes et d'amplifier les effets favorables.

FAO and UNECE. 2024. *Forest Products Annual Market Review 2023–2024.* Genève, Suisse.

ISBN 978-92-1-003184-4

Disponible en anglais sur: https://openknowledge.fao.org/items/0966581f-f8ad-42bd-a69c-8ffcd9ee325d

Le *Forest Products Annual Market Review 2023-2024* (l'Examen annuel du marché des produits forestiers 2023-2024) offre une analyse exhaustive des marchés de la Commission des Nations Unies pour la région Europe et évoque les principales influences du marché dans la région et au-delà. Il couvre les produits depuis la forêt jusqu'à l'utilisateur final et des bois ronds et produits de transformation primaire, en passant par le logement et la dendroénergie. Il met en lumière le rôle des produits forestiers durables sur les marchés internationaux, examine les politiques en matière de forêt et produits forestiers, évalue les principales tendances et facteurs et analyse les effets de la conjoncture économique mondiale sur les marchés des produits forestiers.

Edwards, R. 2024. *Pathways to value: Achieving a breakthrough for international climate finance for tropical forest conservation.* Forest Trends, Washington, D.C.

Disponible en anglais sur: https://www.forest-trends.org/publications/pathways-to-value/

Cette publication aborde le défi majeur consistant à inverser la tendance mondiale à la disparition des forêts tropicales, qui constitue un obstacle considérable pour tirer parti de tout le potentiel qu'offrent les solutions climatiques fondées sur la nature pour atteindre les objectifs climatiques. Elle explore les défis antérieurs s'agissant de mobiliser des financements à grande échelle pour lutter contre la déforestation tropicale et restaurer les forêts dégradées, et décrit les principales «voies porteuses de valeur» pour la REDD+. Elle souligne que les financements basés sur les résultats apportés par les pouvoirs internationaux sont essentiels pour soutenir les pays forestiers. Elle met enfin en lumière les possibilités offertes en associant paiements publics basés sur les résultats et demande du secteur privé dans le secteur des crédits carbone à haute intégrité, qui soient fondés sur des référentiels juridictionnels, la stratégie la plus efficace pour mobiliser des financements à grande échelle.

ITTO. 2024. *Rapport annuel 2023.* Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). Yokohama, Japon.

ISBN 978-4-86796-002-8

Disponible sur: https://www.itto.int/fr/annual_report/

Forte de ses réussites notables des années précédentes, l'OIBT a continué en 2023 de renforcer son engagement en faveur de la gestion durable des forêts tropicales et de promouvoir le commerce de bois légal et durable, une approche aussi concrète que viable pour assurer un avenir durable et résilient. Le rapport annuel 2023 relate en détail les activités que mène l'OIBT pour atteindre ces objectifs et les décisions vitales que prend le Conseil international des bois tropicaux, son organe directeur. Il illustre l'efficacité de cette double approche de l'OIBT, qui met en avant le rôle crucial de la coopération internationale et le renforcement des capacités sur le terrain pour être en mesure de répondre aux défis du globe, et notamment ceux du changement climatique et de l'appauvrissement de la biodiversité, et réaliser les Objectifs de développement durable.

Réunions

Réunions de l'OIBT

17-20 septembre 2025
5e Conférence mondiale sur le teck: «Développement durable du secteur mondial du teck – S'adapter aux futurs marchés et environnements»
Cochin (Inde)
Organisée par l'OIBT et le Réseau international d'information sur le teck (TEAKNET), l'Institut de recherche forestière du Kerala, l'Union internationale des instituts de recherche forestière (IUFRO) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), cette conférence réunira des chercheurs, étudiants, entrepreneurs et professionnels du secteur forestier pour créer des réseaux et partager des connaissances, notamment sur les derniers développements technologiques et tendances du marché dans ce secteur. La cinquième édition sera articulée autour du thème «Développement durable du secteur mondial du teck – S'adapter aux futurs marchés et environnements».
Info.: www.worldteakconference2025.com

23-24 septembre 2025
Forum mondial sur le bois légal et durable 2025
R.A.S. de Macao (Chine)
L'édition 2025 du Forum mondial sur le bois légal et durable (GLSTF) a pour ambition d'intensifier le réseautage, la collaboration et les échanges interentreprises entre les acteurs de la filière du bois – à savoir producteurs, acheteurs, industrie de transformation et acteurs du marché – avec pour objectifs de: renforcer le soutien en faveur de la gestion durable des forêts; et recourir à des chaînes d'approvisionnement en produits bois de source légale et durable en vue de faciliter l'emploi de produits bois de source légale et durable et le commerce associé au sein d'un environnement commercial stable, transparent et prévisible, ce tout en contribuant au développement durable et à l'atténuation du changement climatique.
Info: www.itto.int/fr/events/2025/09/24/global_legal_sustainable_timber_forum_2025

27-31 octobre 2025
61e session du Conseil international des bois tropicaux et sessions associées des Comités
Panama (Panama)
Le Conseil international des bois tropicaux est l'organe directeur de l'Organisation internationale des bois tropicaux. Il se réunit une fois par an pour discuter d'un ordre du jour très divers dont l'objectif est de promouvoir la gestion durable des forêts tropicales et le commerce de bois tropicaux obtenus suivant des pratiques durables. Les sessions du Conseil sont ouvertes aux délégués officiels ainsi qu'aux observateurs accrédités.
Info.: www.itto.int/fr/council_committees

Autres réunions

14-17 avril 2025
26e Séminaire international sur le machinage du bois
Florence (Italie)
Info.: www.dagri.unifi.it/vp-1018-26th-international-wood-machining-seminar-14-15-april-2025-post-seminar-tour-16-17-april-2025.html?newlang=eng

5-9 mai 2025
20e session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF20)
New York (États-Unis d'Amérique)
Info.: www.un.org/esa/forests/forum/index.html

20-21 mai 2025
Conférence 2025 sur les innovations dans la bioéconomie forestière
Rotorua (Nouvelle-Zélande)
Info.: https://innovatek.co.nz/event/forest-bioeconomy-2025/

22-26 juin 2025
Conférence mondiale 2025 sur l'ingénierie du bois «Promouvoir le bois pour l'environnement bâti du futur»
Brisbane (Australie)
Info.: www.wcte2025.org/event/df0d5655-c16d-47df-b4a6-457a7dc63d96/wcte-2025

30 juin-4 juillet 2025
6e Conférence internationale sur la bio-et-éco ingénierie des sols (SBEE25) «Utiliser la végétation pour améliorer la stabilité des pentes»
Xalapa (Mexique)
Info.: https://sbee2025.com/

14-18 juillet 2025
Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN)2025
New York (États-Unis d'Amérique)
Info.: https://sdg.iisd.org/events/high-level-political-forum-onsustainable-development-2025/

18-19 septembre 2025
2e Sommet mondial sur le changement climatique et la durabilité environnementale: «Voies durables: Innover pour la résilience climatique»
Los Angeles (États-Unis d'Amérique)
Info.: https://climatechangeconferences.org/program-schedule

9-15 octobre 2025
Congrès mondial de la nature de l'UICN: «Promouvoir une conservation transformatrice»
Abu Dhabi (Émirats arabes unis)
Info.: https://iucncongress2025.org/fr

28-30 octobre 2025
Conférence 2025 sur la biodiversité: «Nature Positive»
Perth (Australie)
Info.: https://www.biodiversity2025.com/

10-21 novembre 2025
Conférence des NU sur les changements climatiques 2025 (COP 30 de la CCNUCC)
Belém (Brésil)
Info.: https://sdg.iisd.org/events/2025-un-climate-change-conference-unfccc-cop-30/

19-21 novembre 2025
IXe Congrès forestier d'Amérique latine (CONFLAT)
Lima (Pérou)
Info.: https://conflat.org/

24 novembre-5 décembre 2025
20e réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur le Commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (COP20 de la CITES)
Samarcande (Ouzbékistan)
Info.: https://cites.org/sites/default/files/notifications/E-Notif-2024-117.pdf

8-12 décembre 2025
Septième session de l'Assemblée des NU sur l'environnement (UNEA-7):
Nairobi (Kenya)
Info.: https://www.unep.org/events/unea/seventh-session-united-nations-environment-assembly-unea-7

À noter que toutes les réunions sont susceptibles d'être modifiées ou annulées. Pour connaître les dernières informations, on consultera les coordonnées.

L'OIBT fournit cette liste de réunions internationales à titre de service public, mais ne saurait être tenue responsable des changements de date ou de lieu, ou pour toute autre erreur.